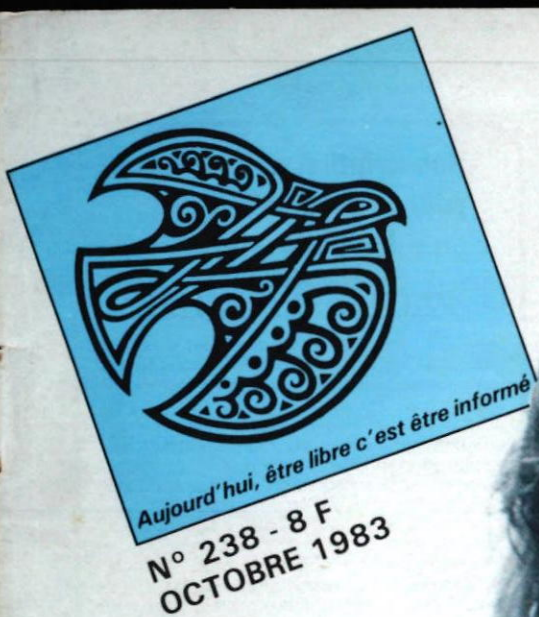




le peuple breton

N° 238 - 8 F
OCTOBRE 1983

**LE
FOOT
AU
VILLAGE**

**LES
TSIGANES
SONT
PARMI
NOUS**

MARYON MC DONALD S'EXPLIQUE

M 2331 - 238 - 8,00 F

Photo Louis Blonce

LE LAPIN QUI FAIT VROOM.



59.550F.*

La Golf Rabbit GTI est équipée du fabuleux moteur de la Golf GTI : 1800 cm³ - 112 ch à injection, plus de 183 km/h**. Consommations : 5,9 l à 90 km/h, 7,7 l à 120, 10,6 l en ville. *Tarif au 1/7/83 année modèle 84. ** Sur circuit.

Financement en crédit location ou crédit bail par V.A.G.



GOLF RABBIT GTI DE VOLKSWAGEN.



V.A.G. Votre agent pour les marques Volkswagen et Audi.

M. LE LANNIER-Garage St-Christophe-LANDERNEAU

*Centre de Diffusion au service des cultures
et civilisations bretonnes et celtiques*

BREIZH vous propose dans ses 3 magasins :

BREIZH 9, avenue du Générale de Gaulle
44500 LA BAULE — Tél. (40) 60.21.62

BREIZH 17, rue de Penhoët
RENNES - Tél. (99) 79.01.87

BREIZH 10, rue du Maine
75014 PARIS - Tél. (1) 320.84.60

**UN GRAND CHOIX DE LIVRES ET DISQUES
BRETONS, ECOSSAIS ET IRLANDAIS**



6 800 F. T.T.C.

**Jusqu'au
31 octobre**

Magnétoscope SONY SLC 7
Toutes fonctions.
Télécommande I.R.

TRANSELEC
188, rue Jean-Jaurès - BREST

**Souscription permanente
pour le progrès
du « Peuple Breton »**

PAGES BLANCHES

Peut-être êtes-vous lecteur (trice) d'un des cinquante-neuf magazines français qui ont fait paraître trois pages blanches dans leurs numéros de la fin septembre, afin de protester contre l'autorisation donnée aux chaînes de télévision d'augmenter leur temps de publicité à l'antenne. Ce qui aura pour conséquence, selon nos «news» hexagonaux, de voir les annonceurs se diriger plus nombreux vers la boîte aux images, et donc moins du côté de la presse écrite. Moins de recettes publicitaires, donc moins de moyens d'existence, moins de pages, de reportages et de photographies, non mais ça va pas la tête, et la liberté de la presse qu'est-ce que vous en faites ?

Rarissimes sont les journaux qui peuvent faire l'économie de la publicité. Il fut un temps - d'ailleurs pas si lointain - où sacrifier à celle-ci, c'était se vendre, donc perdre son indépendance rédactionnelle. Depuis, ça a bien changé ma bonne dame : la pub est devenue garante de la survie des journaux, donc de la pluralité de la presse. C'est comme ça.

Le «Peuple Breton» ne dispose, lui que de 32 pages. Il va pas s'amuser à faire comme ses (riches) confrères. Ce qui ne nous empêche pas, nous aussi, de protester contre cette mesure inqualifiable, qui à terme va détourner de nos colonnes les 172 annonceurs bretons qui s'y expriment chaque mois vous pouvez vérifier. Nos souscripteurs sont donc plus que jamais sollicités, et peuvent être assurés de notre plus vive reconnaissance pour les chèques qu'ils ne vont pas manquer de nous adresser et qui viendront s'empiler dans nos bureaux.

Ah ! On a failli oublier l'essentiel : Bonne fête du P.B. !

10^e liste

Y. et S. Gillet, Persquern	20,00
M. Biannic, 76 Le Havre	20,00
J.A. Le Goff, Le Juch	20,00
Y.N., Quimper	20,00
J.P. Donnadieu, 34 Lodève	120,00
M. Galmiche, Paris	20,00
Y. Le Guillou, St-Brieuc	20,00
P. Davin, 38 St-Egrève	20,00
Y. Riou, Blain	70,00
A. Merrieu, Hanvec	70,00
G. Quenard, 53 Villaines	20,00
A.Taledec, 91 St-Geneviève-des-Bois	20,00
C. Morvan, 93 Aulnay/Bois	20,00
P. Guyader, 78 Cernay-la-Ville	20,00
D. Le Guen, Grâces	20,00
E. Le Barh, Quéven	20,00
M. Morvan, 60 Senlis	20,00
J.P. Thierry, Lorient	20,00
J. Menguy, Plouha	20,00
L. Le Guillouzer, Trégastel	20,00
J.Y. Guiho, Vannes	20,00
J.P. Lélis, 57 Khutange-Nilvange	20,00
N. Markowna, 67 Hœnheim	20,00
L. Ruven, 94 Ivry/Seine	40,00
R. Loussouarn, Pont-l'Abbé	20,00
J. Pondaven, Brest	20,00
J.P. C., 97 St-André	10,00
Y. L'Hostis, Montoir de Bretagne	20,00
M. Le Corre, Penmarc'h	20,00
J. Moal, Cast	20,00
P. Fourel, Brest	70,00
B. Vaidié, 95 Gorges les Gonesse	20,00
P. Bouvet, 92 Sceaux	20,00
M. Geuin, Rennes	80,00
Y. Calage, 72 Le Mans	20,00
L. Dorval, Loctudy	20,00
G. L. P., Allemagne	20,00
M. Le Jeune, Le Faouët	20,00
J.J. Le Moine, 06 Cannes	20,00
G. Poulain, Paris	20,00
L.M. Hamel, 92 Fontenay aux Roses	20,00
J. Lecourt, Rennes	20,00
G. Baudry, St-Nazaire	20,00
A.Jonecquemart, St-Malo	20,00

Total 10^e liste 1200,00
Report des listes précédentes 14783,00
TOTAL..... 15983,00

SOMMAIRE



Edito :

Malgré la crise 4

Société :

Les Tsiganes sont parmi nous 6

Pause pour «Bretagne, Alcool & Santé» 9

Environnement :

Plouvien : un cadeau empoisonné 10

Arzal : Barrage aux aménageurs 13

Agriculture :

Vers l'autonomie énergétique de la ferme 15

Mer :

Marine marchande :

2• L'empreinte de la marine militaire 12



Tony Gatlif (cinéaste tsigane) s'explique sur «Les Princes» (P. 8).



Dans quelques secondes, le président de l'E.S.Y. va marquer (P. 24)

Sports :

Le foot en Bretagne :

3• Un dimanche sur la touche 24

F.S.G.T. : le sport dans la vie 28

Cinéma :

Après Douarnenez 30

Fête :

Celle du Peuple Breton

aura lieu les 15 et 16 16 et 17

B.D. :

La page de Jean-Paul Mellouët 32

Rubriques :

Chiche ? 5

P.B. Service 29

Brèves :

Le privé de Châteaulin / Vannes : une inspection sous surveillance / Loire-Atlantique : l'U.D.B.

Aux sénatoriales 11

International :

Corse : vers l'engrenage ? /

Les bons vœux de l'Assemblée 18

Langue Bretonne :

Maryon Mc Donald s'explique /

Répliques à Maryon 19 à 21

Ar Falz aide St-Rivoal 10

Média :

FR3 décentralise 22

Le «Magazine Hebdo» : la nouvelle droite tranquille ... 5



Vers l'autonomie énergétique de la ferme (P. 15).

« LE PEUPLE BRETON » - Mensuel - B.P. 304, 29273 Brest Cédex, Tél. : (98) 46 18 24 (Répondeur après 19 h.). - Rédaction : Pierre Gallais - Directeur de la Publication : Jean Guéguénat. Publicité : J. Le Guellec
PUBLICATION - Publication inscrite à la C.P.P.A.P., N° 41 387 - Photocomposition Atelier Le Dœuff, Lorient - Imprimerie de l'Iroise, Brest - Dépôt légal : 4^e trimestre 1983.

CHANGEMENTS D'ADRESSE - Pour tout changement d'adresse, nous demandons à nos abonnés de nous écrire en joignant ou en recopiant leur dernière bande d'expédition du journal, et en joignant 2,00 F en timbres pour frais. Merci d'avance.

ABONNEMENTS Ordinaire : 80 F - De soutien : à partir de 100 F - Etranger : 95 F - Etranger (par avion) : 115 F C.C.P. : 2365-76 Rennes.

**ABONNEZ-VOUS !
VOUS Y GAGNEZ...**

...NOUS AUSSI

MALGRE LA CRISE

Cest un paradoxe, mais la période actuelle n'est pas sans rappeler celle qui a précédé l'arrivée de la gauche au pouvoir : on y décèle le même manque de mobilisation que sous Giscard quand les travailleurs pliaient l'échine, privés de perspectives, face à la crise qui les frappait de plein fouet.

La rentrée politique et sociale s'effectue en demi-teinte : C.G.T. et C.F.D.T. continuent à accorder leur confiance au gouvernement de la gauche. La droite, victime de son combat des chefs, n'ayant pour l'heure pas de programme, piégée par la question tchadienne, gênée par le succès de l'extrême-droite à Dreux, est incapable pour le moment de relayer efficacement le patronat sur le terrain politique et atténue dans les mots ses attaques.

Le mot de «morosité», employé naguère, réapparaît aujourd'hui pour décrire le désenchantement de nombre d'électeurs de gauche et de militants. L'horizon est toujours aussi sombre pour les travailleurs menacés par le chômage.

Cette persistance de la crise est marquée en Bretagne par un taux de chômage supérieur à celui de la moyenne française et augmentant plus rapidement (3,1% de progression en un an soit 103 689 chômeurs en juillet 83 sur quatre départements). Ce

problème de l'emploi devient donc vital en Bretagne et l'U.D.B. doit s'efforcer d'apporter les réponses les plus adéquates possibles. Face à cette situation, le rôle de notre parti pour les mois qui viennent a été mis en évidence par le rapport de politique générale adopté par le bureau politique de septembre : il s'agit pour l'U.D.B. de montrer aux travailleurs bretons qu'une politique de gauche est possible malgré la crise. Il s'agit de les convaincre de la justesse de nos propositions afin de leur amener à comprendre la nécessité de notre combat et l'utilité d'institutions spécifiques à la Bretagne.

L'autonomie socialiste ne sera crédible que si elle signifie quelque chose dans la vie de tous les jours. Il faut donc lui donner un contenu économique et social en plus des propositions institutionnelles, culturelles et politiques. C'est de cette capacité de proposition, à fortiori en période de crise, que dépendra le succès de notre politique.

Cette politique de gauche pour la Bretagne, l'U.D.B. a d'ailleurs commencé à la définir. Notre participation aux municipales a été la preuve tangible que l'U.D.B. était au service du changement. Nous disposons d'un programme social et d'un programme agricole fondés sur la réalité bretonne, et de la convention de Lorient sont sortis des arguments, notamment en matière économique, qui situent clairement les enjeux.

La tâche urgente de notre parti est donc de compléter ces propositions et de les faire connaître.

Secteur par secteur, l'U.D.B. montrera ce que doit être le contenu que nous voulons donner au «pouvoir régional» et, en liaison avec les syndicats et les forces progressistes, organiser l'action pour que cela entre dans les faits. Nos divergences avec le gouvernement sont connues, elles doivent être utilisées de façon positive pour faire avancer notre combat.

La Bretagne a besoin d'un plan économique qui valorise ses potentialités et qui, en liaison avec les institutions régionales, définisse les outils de financement (banque régionale d'investissement) et d'appropriation collective (sociétés d'économie mixte). Un certain nombre d'axes ont déjà été tracés : électronique et télécommunications, adaptation et reconversion de la navale, potentialités bretonnes (bois, sous-sol), installation de jeunes en agriculture, agro-alimentaire, régionalisation du tertiaire et recrutement dans le secteur public.

Dans l'immédiat, les élections aux Caisses de Sécurité Sociale, le 19 octobre, seront l'occasion de faire connaître les propositions de l'U.D.B. sur ce plan. Des réunions publiques seront aussi organisées en direction du milieu agricole pour revaloriser nos propositions dans ce domaine. En matière culturelle, une action sera menée en faveur de la création d'un C.A.P.E.S. de breton, de l'intégration de Diwan dans l'Education nationale, afin d'obtenir du gouvernement de gauche des mesures irréversibles pour la langue bretonne. Et, plus largement, 100 réunions publiques appuyées par un montage vidéo seront organisées d'ici à la fin de l'année à travers toute la Bretagne.

La Fête du Peuple Breton (neuvième du nom) les 15 et 16 octobre à Brest sera aussi l'occasion pour l'U.D.B., et pour tous ceux qui la soutiennent, de montrer que, malgré la crise et la morosité ambiante, une volonté persiste d'imaginer et de forger la Bretagne socialiste de demain.

U.D.B.

Edito



LA NOUVELLE DROITE TRANQUILLE A UN DRÔLE DE GAUCHE

Trois milliards de centimes pour son lancement, un financement assuré pour neuf mois, « Magazine Hebdo » avait de quoi mettre le paquet dès le 16 septembre, date de la sortie de son numéro un.

« A droite, tranquillement », c'est le slogan de mise en orbite de ce « news » luxueux. Dans son éditorial, son pédégé Alain Lefebvre explique : « A droite. Parce que c'est ici et maintenant, en ce lieu sans frontières et sans dogmatismes, que revivent les idées de progrès, de modernité, de liberté, de jeunesse, et que surgissent de nouveaux talents ». Et allez donc.

Il y a mieux. Dans un article de présentation du journal, on nous dit que MM. Lefebvre et Jean-Claude Valla (directeur de la rédaction) « estiment qu'il y a place, en France, pour une sorte de « Nouvel Obs de l'opposition », un magazine considérant que les idées ne sont jamais neutres, et qu'il y a du politique (au sens large) en toute chose ».

Pour le rédacteur en chef politique du « Magazine-Hebdo », François Bonne-main : « En France, la plupart des magazines ont des positions ambiguës. Nous, nous dirons sans complexe ce que nous pensons, avec un souci de professionnalisme ». Quant à Patrice Duhamel (l'un des deux frères), conseiller de la direction, il affirme : « Les Français ne veulent plus des « robinets d'eau tiède », ils attendent désormais des positions tranchées. Misons sur la subjectivité, c'est une attitude qui a le mérite d'être franche ». Fermez le ban.

C'est vraiment le monde à l'envers. Voilà l'équipe dirigeante d'un journal se posant « tranquillement » à droite, qui revendique la subjectivité, l'absence d'ambiguïté, la franchise. Autant de qualités dont on ne peut précisément pas dire qu'elles ont jusqu'à aujourd'hui été inscrites au menu quotidien de la presse de droite — qui ne se nomme d'ailleurs pas ainsi et préfère qu'on la qualifie d'« apolitique », ou de « neutre », au choix. Gare ! Le loup est dans la bergerie, mes agneaux.

Pour ajouter à la confusion, ces extraits de profession de foi cadrent assez bien avec l'esprit qui règne — ou devrait régner — dans tout journal se situant à gauche. Et on en arrive au clou de l'expo : avec des idées de gauche, A. Lefebvre pond un canard de droite. C'est pas beau ça ?

Heureusement que, pour s'y retrouver, il reste le mode d'emploi fourni obligeamment à la fin de l'article : « Autre secret de fabrication : le « M.H. » se lit de

AMOUREUX SANS DÉFENSE

Je suis très flatté que vous ayez pensé à m'envoyer votre pétition, toutefois, je n'y apposerai pas ma signature pour les raisons suivantes :

- Vous pourriez croire que ma signature représente un certain potentiel d'opinions de fidèles téléspectateurs. Il n'en est rien, ma signature n'engage que moi.
- Je ne suis pas comme vous semblez le croire un défenseur de la mer, mais un amoureux de la mer, nuance qui à mes yeux représente une énorme importance.
- D'autre part, même si le retrait du Ministère de la Mer constitue un préjudice considérable pour la communauté Bretonne, il me semble que le monde politique regorge de défenseurs.
- Mon rôle de journaliste consiste à faire connaître mieux ce milieu maritime, ce à quoi je consacre la plupart de mon temps, ceci va d'ailleurs dans votre sens.

Je me sens d'autant plus objectif que je n'appartiens pas à la communauté Bretonne, je suis Savoyard.

Amicalement.


Georges PERNOÙ.

Les militants U.D.B. de la région parisienne avaient présumé (bêtement) que le responsable de l'émission « Thalassa », sur FR3, pourrait fort bien signer la pétition lancée par leur parti à propos de la suppression du Ministère de la Mer.

Mais non : Georges Pernoù leur a expliqué certaines nuances que, dans leur esprit borné de Bretons, ils ne pouvaient pas saisir...

TOUT, TOUT DE SUITE !

INFORMATIONS

La Direction et le Personnel se sont réunis le 25 JUILLET 1983, Pour examiner les difficultés présentes de l'Entreprise.

Il est apparu nécessaire de sortir un maximum de Travail entre AOUT et SEPTEMBRE pour contribuer au redressement de la Situation de la Trésorerie.

Les Mesures suivantes ont été arrêtées :

1^{re} DERNIÈRE SEMAINE De JUILLET :

Horaires 7 H / 19 H avec une pause d'une Demi-Heure à Midi qui sera considérée comme Travaillée. Le Personnel qui, pour des raisons pratiques, aurait besoin de Plus d'une 1/2 Heure pour le Déjeuner récupérera la différence le Matin ou le Soir, à leur Convenance.

2^e MOIS D'AOUT Et De SEPTEMBRE :

La Durée du Travail sera en Principe de 10 H/Jour en AOUT et 9 H 30 en SEPTEMBRE selon les Horaires qui seront fixés d'un commun Accord, le moment venu. Ces Derniers pourront être réduits en Fonction de la Situation de l'Entreprise et de la Charge de Travail.

3^e TOUTES CES HEURES SERONT COMPTABILISÉES, et Payées comme Heures Supplémentaires dès que la Situation de l'Entreprise le permettra.

- Ces Heures seront d'abord prises sur le contingent d'Heures Supplémentaires disponibles jusqu'à épuisement de celui-ci. Au-delà, les Montants dûs seront comptabilisés sous forme de Primes Exceptionnelles Dues.

4^e Si Malgré ces efforts et les mesures prises par ailleurs pour redresser la Situation, il s'avérait que l'Entreprise doit cesser son activité, La Direction veillerait à ce que les sommes dues au Personnel au titre de la Présente Note soient Payées en Priorité.

La DIRECTION 

Ci-dessus la lettre que la direction de la Société Bretonne d'Études et de Réalisations sise à Muzillac (métaux, bois et plastiques) a adressée durant l'été à son personnel. Le moins qu'on puisse dire est que le patron de ladite boîte n'a pas eu la fibre sociale particulièrement échauffée par la canicule.

gauche à droite, et non de haut en bas, comme la plupart des hebdomadaires, ce qui donne davantage de mouvement, voire d'agressivité au texte ».

Les lecteurs de gauche sont donc prévenus du parcours qu'il leur reste à effectuer. Ceux de droite, eh bien ils n'ont qu'à

rester où ils sont, à moins qu'ils ne tiennent à ce que leur apolitisme et leur neutralité soient respectés. Auquel cas, il leur resterait à entrer dans l'opposition au « Magazine Hebdo », c'est-à-dire à passer à gauche.

Patrick Kernan

1 • LES VOYAGES DU PEUPLE ROM

LE 6^e Festival du cinéma des minorités nationales de Douarnenez était cette année consacré aux Tsiganes. A cette occasion nous présentons un dossier sur ces peuples dont la culture est de plus en plus menacée: par la scolarisation qui véhicule une autre langue, une autre culture; par la sédentarisation voulue par les pouvoirs publics qui rend les rencontres plus difficiles, par l'impossibilité d'exercer les métiers traditionnels. Ils sont pour beaucoup prolétariés et transformés en assistés — humiliation grave pour des hommes attachés à leur liberté.

A celle-ci est fortement lié le Voyage, même si tous les Tsiganes ne sont pas nomades. A ce propos, il existe tout un éventail de situations entre le voyage permanent et la sédentarisation quasi-définitive. D'autre part, tous les nomades ne sont pas Tsiganes: ainsi des Yéniches, Tinkers et Fanter.

Sédentaires ou non, une série de constantes caractérise les Tsiganes: leur espace est un espace communautaire, où la solidarité joue un grand rôle, où l'amour des enfants (élevés sans pleurs et sans punitions) est un élément fondamental du quotidien. Le mariage se fait à un âge jeune (treize ans pour les filles, quinze ans pour les garçons), en général à l'intérieur d'un même groupe: il est une affaire collective, décidée au sein de la communauté, et acte de communion autour des valeurs partagées. D'une intensité moindre que celle de la vie sociale, le travail est une nécessité et non un but. Les Tsiganes ne font pas, comme les Gadje (les non Tsiganes), l'opposition travail-loisirs.

Premier intervenant dans ce dossier: Esteban Cobas Puente, représentant au festival du Centre d'Etudes Tsiganes, par ailleurs fonctionnaire à l'UNESCO qui a bien voulu nous accorder une interview.



Photo Jean-Yves Varin

Le Peuple Breton: «En deux mots, qu'est-ce que le Centre d'Etudes Tsiganes?»

Esteban Cobas Puente: c'est une association française comprenant des Tsiganes et des non Tsiganes, qui groupe des chercheurs scientifiques et des travailleurs sociaux — le travail des uns et des autres étant complémentaire, l'association a voulu en finir avec une séparation trop souvent constatée (1).

P.B.: Prenons les choses au commencement. D'où viennent les Tsiganes?

E.C.P.: La découverte de leur origine a été possible par l'étude de la langue commune à tous les peuples tsiganes, qui est le Romanesh. Il s'agit de l'Inde, et plus précisément d'un triangle au nord-ouest de ce pays touchant le Rajahstan, le Penjab et le Sind (qui fait aujourd'hui partie du Pakistan). Dans le stade actuel des recherches, on ignore quand et pourquoi ce peuple nomade et de tradition orale a commencé son émigration. On sait que lors de la première partie de leur exode, ils étaient nomades comme beaucoup d'autres, à traverser l'Afghanistan, la Perse, la Turquie. Ensuite, c'est l'arrivée en Europe centrale au XIII^e siècle. On a des nouvelles d'eux indirectement, par les correspondances de lettrés ou d'hommes d'église qui parlaient de ces peuples étranges qui arrivaient...

P.B.: Ces peuples, pouvez-vous nous les détailler?

E.C.P.: Une précision d'abord: «Tsiganes» est le nom que les Gadje (les

non-Tsiganes) leur ont donné. S'il continue d'être employé, c'est qu'il est utilisé et reconnu de façon universelle. Mais en réalité, le nom qu'ils se donnent entre eux est «Rom» — ce qui signifie «hommes». Les principaux groupes sont les Rom (Romanes), les Caldeeras, les Sinto, les Lovaras, les Gitans et les Manouche.

Du vétérinaire au maquignon

Tant qu'ils ont été itinérants, il y a eu chez eux un équilibre entre leur économie et leur façon de vivre. Leurs métiers? Travail du métal, de la vannerie (au Moyen-Age, les paniers étaient indispensables au stockage et au transport d'aliments, de vêtements), de la musique, du dressage d'animaux (qui conduira certains à exercer leurs talents dans des cirques, au XIX^e siècle). C'étaient — et ce sont — également des experts en chevaux: leur connaissance de la nature faisait qu'une même personne pouvait occuper toutes les fonctions allant du vétérinaire au maquignon.

A la fin du XIX^e, au début du XX^e, la révolution industrielle a éliminé beaucoup de petits métiers, mais les principales victimes ont été les Tsiganes. Les meubles ont remplacé les paniers, le fer artisanal a laissé place à la sidérurgie, le cheval a été supplanté par l'automobile. A ce sujet, dès les années 20, on constate les premières sédentarisation forcées (avant, elles existaient un peu,

mais étaient volontaires), dues à l'expansion de l'auto que les roulottes à cheval vont « gêner ». Les familles Tsiganes n'auront dès lors pas le choix pour se fixer elles sont rejetées par la population à la périphérie des villes sur une aire d'accueil dans le meilleur des cas, le plus souvent sur un terrain « Réservé aux nomades » jouxtant parfois le « Dépotoir municipal ».

P.B. : Une évolution qui tend à démontrer qu'économiquement du moins, il ne fait pas bon être Tsigane. La pauvreté est leur lot quotidien, ou non ?

E.C.P. : Vous savez, chez les Tsiganes, il existe des classes comme dans n'importe quelle société. Il y a les économiquement forts parmi lesquels on peut citer des gens célèbres comme Django Reinhardt, Manitas de Plata ou les frères Bouglione. Et il y a les économiquement faibles, ceux pour qui évidemment l'association se bat. Beaucoup de gens pensent en voyant des Tsiganes en caravane qu'ils sont pauvres, qu'ils ne peuvent pas se payer un appartement. Pas du tout : ce mode de vie, ils l'ont choisi, et leurs caravanes vont de la plus modeste à la plus luxueuse.

J'ajoute que la sédentarisation les a contraints à se reconverter — Beaucoup font de la récupération de métaux, de verres, de cartons, autant de métiers non traditionnels qui sont directement liés à la société industrielle moderne. Autre travail : celui de saisonnier agricole (vendanges, récoltes diverses).

P.B. : Vous connaissez bien les Tsiganes, en tant que scientifique, mais aussi pour avoir vécu parmi eux. Comment ressentez-vous cette semaine qui leur a été consacrée à Douarnenez ?

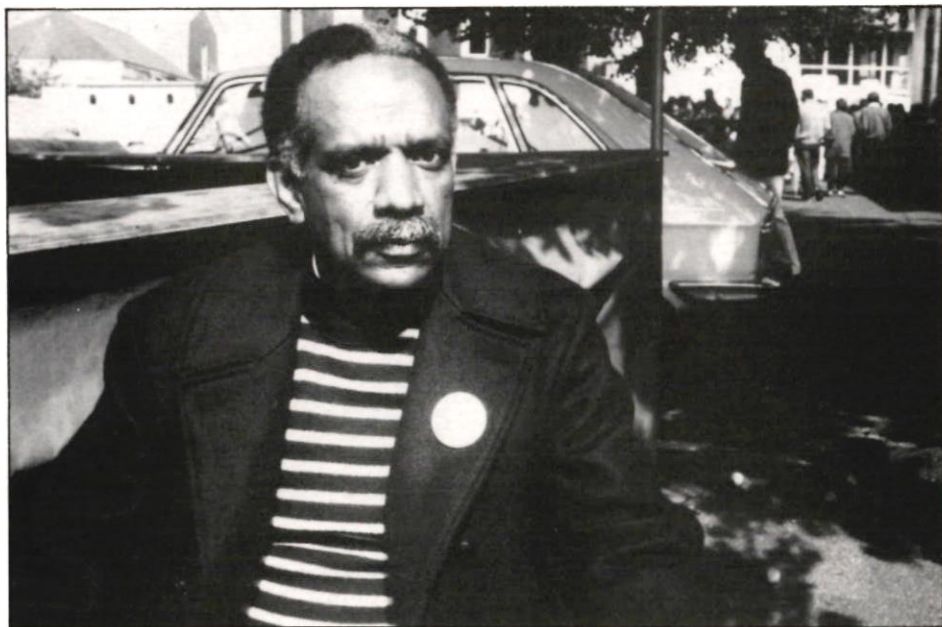
E.C.P. : Dans ce festival, il plane une ambiguïté par rapport aux autres éditions. Par exemple, l'an passé, les films de Géorgie étaient réalisés par des Géorgiens, idem pour les Québécois, ou les cinéastes antillais, etc... Cette année, il fallait parler d'un festival sur les Tsiganes. Car à part *Les Princes* de Tony Gatlif (2) qui est Tsigane, tous les autres réalisateurs sont non Tsiganes. Le « cinéma tsigane » est encore à venir.

« Hommes libres »

P.B. : Durant cette semaine, un étonnement a gagné une partie du public : comment se fait-il qu'il y ait eu si peu de Tsiganes présents au festival ? Votre commentaire ?

E.C.P. : Mettons les choses au point. Douarnenez organise un festival de cinéma sur les Tsiganes. Jamais il n'a été question de provoquer un rassemblement national. Certes, il aurait été sympathique de voir un grand nombre de Tsiganes (quoiqu'une dizaine d'entre eux ait été régulièrement présente aux séances). Première remarque : dans les festivals antérieurs, le phénomène était identique. Ensuite, des Tsiganes seraient venus nombreux, pensez-vous que des contacts directs auraient facilement été pris, alors que dans la vie courante, ils existent peu ou pas ? Au contraire, le but premier de ce festival est bien plutôt de faire connaître les Tsiganes grâce au cinéma. Et de commencer à enlever de la tête des gens tous les

Esteban Cobas Puente : pour une possible cohabitation...



Le Peuple Breton

stéréotypes et préjugés qu'ils ont sur ces peuples. A mon sens, l'impact d'un film retraçant un pan de la vie des Tsiganes est beaucoup plus important que celui du spectacle à couleur folklorique, de cinquante caravanes durant la durée du festival. Personnellement, j'ai apprécié cette ambiance à Douarnenez, qui se démarque vraiment des autres festivals de cinéma dont le public est majoritairement constitué d'invités. Ici, c'est le public de tous les jours qui est de loin le plus nombreux. Il vient payer sa place, et j'ai vu beaucoup de gens acheter une

Lors du 3^e Congrès Mondial Rom qui s'est tenu à Göttingen en 1980, le Secrétaire de la Romani-Union, Grattan Puxon, a avancé les chiffres de population tsigane suivants : 6 millions pour l'Europe, dont 5 dans les seuls pays de l'Est. En France, on évalue de 120 000 à 200 000 le nombre de Tsiganes, tandis que leur population mondiale est généralement estimée entre 10 et 15 millions de personnes.

carte pour la semaine : ce désir visible de connaître est très positif.

P.B. : Vous parliez de stéréotypes. Sont-ils à ce point ancrés dans nos mentalités de Gadje ?

E.C.P. : Oui, sans aucun doute. Entre autres, l'idée reçue selon laquelle la société tsigane est hermétique, cette idée est très répandue. Or, c'est faux. Par exemple, les mariages mixtes ont toujours existé dans tous les groupes de Tsiganes — et ceci va à contre-courant de la réputation qu'on leur fait depuis longtemps. D'autre part, leur communauté a conscience d'avoir besoin de vivre en rapport avec les non-Tsiganes. La seule chose qu'elle demande, c'est le respect de sa différence, de son identité

culturelle. Pour les Tsiganes, devenir intégrés, entrer dans nos normes de vie, ça revient à, comme ils disent, « perdre leur âme », perdre leur état d'« hommes libres ».

P.B. : Mais n'y a-t-il pas de fait une incompatibilité entre deux modes de vie ?

E.C.P. : Si celle-ci existe, elle est non naturelle. Je veux dire qu'on a inventé des lois qui ont dénié le droit des minorités à exister. Pourquoi ne ferait-on pas le contraire : faire des lois qui reconnaîtraient ce droit-là ? Il s'agirait ensuite de rendre compatibles les deux modes de vie. Par exemple, savez-vous qu'actuellement l'octroi des allocations familiales est lié au livret scolaire, et donc à la fréquentation d'une école ? Or, ces gens voyagent, ce n'est un mystère pour personne. Pourquoi ne pas créer, comme dans certains pays de l'Est, des écoles dans une zone dont on sait qu'elle est parcourue par des groupes Tsiganes ? Les enfants de bateliers bénéficient bien de points scolaires le long des trajets des péniches, pourquoi pas les petits Tsiganes ? Parce que les parents des premiers sont des électeurs, et pas (ou peu souvent) ceux des seconds ? L'explication ne me satisfait pas.

Terribles étiquettes

P.B. : On en revient à l'incompréhension dont on parlait tout à l'heure. Car enfin, notre société est très bureaucratisée, l'administration fait tout ce qu'elle peut, via ses paperasses, pour nous ôter toute envie de changer d'adresse. La norme veut qu'on habite à tel endroit, qu'on soit inscrit en mairie, fiché à la police. Le



Dessin J.P. Dausset

«LES PRINCES»

Tony Gatlif :

«Pour tous ceux qui ont perdu leur identité...»

Au Club, à l'issue de la projection (en première mondiale) de son long métrage, Tony Gatlif s'avance au micro, visiblement ému par l'ovation dont il est l'objet. Ce soir, «Les Princes» ont fait un tabac au Festival du cinéma des minorités nationales de Douarnenez.

Dans une H.L.M. en fin de parcours, plantée dans un pauvre paysage de banlieue, des familles vivent une existence de transit, cette fausse sédentarisation interrompue par les expulsions ou les reprises du Voyage — les secondes suivant parfois les premières.

Dans un appartement, trois personnes : la mère (Muse Dalbray), le fils, Nara (Gérard Darmon), et sa petite-fille de neuf ans, Zorka. Manque Miralda, répudiée par Nara parce qu'elle prenait la pilule — compromettant ainsi la procréation infantine que le mari attendait.

C'est un moment de leur vie que Tony Gatlif nous raconte. Du point de vue technique, c'est plutôt bien fichu : le montage est nerveux, l'action est menée selon un tempo rapide, laissant au spectateur l'im-

Gérard Darmon, Tony Gatlif, Erwan Moalic.

Le Peuple Breton



pression d'assister à de véritables aventures alors que c'est d'un humble quotidien qu'il est question.

Un rythme dont la tenue doit beaucoup à Gérard Darmon, au jeu agressif efficace, dont l'exubérance est tempérée par la composition tranquille et bourrée d'humour d'une Muse Dalbray en pleine forme.

Tony Gatlif filme ce monde tsigane qu'il connaît bien (il est Gitane) avec d'autant moins de concessions que Nara, eh bien c'est lui. Lui, l'enfant né en Algérie, dans ce camp d'Oran occupé par sa (très nombreuse) famille, qui découvrira durant le peu de temps où il tâtera de l'école qu'il n'est ni Français, ni Arabe, ni Pied-Noir.

Mais quelqu'un d'autre, et — avant de découvrir son identité — d'abord un gosse qui prendra le large à 13 ans : «Quand on vit dans un ghetto, on est bouffé», dira-t-il en conférence de presse, le lendemain de la projection. «Pour se défendre et pour vivre, un gamin est obligé de devenir un délinquant

dans des cités pareilles, sinon il meurt».

Cette délinquance, il mettra une croix dessus grâce à des rencontres fortes qui le sortiront de ce chemin difficile. Un don artistique (le dessin) le conduira à l'image cinématographique, à l'écriture, à l'interprétation (dans «Les Princes», il joue l'un des trois frères de Miralda).

«Premier cinéaste tsigane... Tony Gatlif — qui signe par ailleurs «Canto Gitano» un court métrage traitant d'un épisode du génocide des Tsiganes par les nazis — ne tient pas plus que ça à l'étiquette : «A travers l'histoire de Nara, je pense plutôt que ce sont tous ceux qui ont perdu leur identité, tous ceux qui sont à la dérive qui vont se retrouver dans mon film». Lequel devrait bientôt être suivi d'un second long métrage où le réalisateur nous parlera des siens : «La seule chose que je connaisse parfaitement, c'est ma famille. Tout est là». P.G.

* «Les Princes» : sortie nationale le 2 novembre 83.

mode de vie des Tsiganes est en complète contradiction avec tout ça...

E.C.P. : Je soutiens que des mesures administratives peuvent parfaitement relativiser cette «contradiction». Le terme «Gens du voyage» comprend les musiciens itinérants, les forains, les Tsiganes. Pour obtenir la carte de forain (c'est-à-dire pour avoir le droit de s'installer sur les marchés), il faut justifier d'un domicile. Ce que les Tsiganes ne peuvent pas faire puisque leur «maison» est en constant déplacement ! Ils n'ont donc pas droit à cette carte. C'est là qu'interviennent des associations comme celles des Amis des Gens du Voyage qui aident les Tsiganes à se domicilier. Non pas pour devenir sédentaires,

mais pour avoir droit à une patente (la carte de forain) qui leur permettra d'exercer leur métier de façon itinérante. C'est tout ce qu'ils demandent.

J'ajoute que le Tsigane n'est ni un parasite, ni un paresseux. Là encore, ce sont de terribles étiquettes qu'on lui

Le mois prochain, la suite de notre dossier: des rencontres avec des Tsiganes, des témoignages, des prises de position municipales; ainsi que l'histoire d'un génocide oublié...

colle encore. La réputation de «voleur de poules» est fautive : dans tout groupe social, il y a des voleurs, chez les Tsiganes aussi, mais ni plus ni moins que chez les non Tsiganes. Quant à leur prétendue fainéantise, là encore c'est un mensonge : la récupération des métaux, les récoltes, sont des travaux plus durs qu'on ne pense».

P.G.

(1) L'association publie une revue trimestrielle, fort bien documentée. «Etudes Tsiganes». Abonnement : 90 F (France) et 100 F (Etranger). Adresse : Association des Etudes Tsiganes, 2, rue de Hautpoul, 75019 Paris. C.C.P. n° 2809-24 Paris. Tél. : 607.99.12.

(2) Lire notre encadré.

PAUSE FORCÉE POUR «BRETAGNE, ALCOOL & SANTÉ»:

un silence ministériel pas si rose que ça...

«**P**AR rapport à l'ampleur du problème de l'alcoolisme, à son poids économique dans le budget social du pays, aux immenses moyens, principalement parisiens, en personnels et en argent, de la Recherche publique et privée en France, les difficultés de trésorerie de notre petite équipe apparaissent dérisoires» précise fin juillet Guy Caro directeur de recherche à «Bretagne, Alcool et Santé».

Difficultés «dérisoires» et pourtant suffisantes pour, à cette date, avoir contraint le Centre de Recherche-Prévention de l'Alcoolisme (seul de ce type en France) à procéder au licenciement économique de ses huit salariés.

Une jeune équipe qui, après un travail d'une dizaine d'années en Bretagne, avait cependant rapidement fait ses preuves. On citera pour mémoire deux manifestations importantes organisées par ses soins: le Colloque national Recherche-Prévention de l'Alcoolisme en juin 82, et la Semaine d'information et d'animation sur l'alcoolisme en mai dernier tenus à Rennes. L'audience de BAS allait ainsi grandissante tant au point de vue local (participation de 48 associations à la Semaine rennaise), régional, national, qu'international (travail en commun avec des équipes de treize pays: C.E.E. et Amérique du Nord).

Poignée de technocrates

Mais en septembre 82, le Ministère de la Santé se désengage — lui qui pourtant avait permis financièrement la constitution de l'équipe de B.A.S. et qui devait, sur la demande de l'Élysée, lui confier «mission et moyens». Pour Guy Caro: «Le dossier de l'alcoolisme se grossit d'une contradiction, d'un paradoxe de plus: c'est un ministre breton du Parti Socialiste qui porte le chapeau de ce licenciement économique, et qui adopte l'attitude la plus centraliste et la plus méprisante qui soit: un mur de silence, un blocage crispé. Cela rappelle certains conflits sociaux dans lesquels les employés étaient bretons et les pouvoirs de décision parisiens».

Au chapitre des raisons qui ont fait que le secrétariat d'État à la Santé a retiré ses billes, l'association retient celles-ci: «L'hostilité envers B.A.S. de certains milieux antialcooliques traditionnels (1) ou de certains milieux du lobby biomédical de la recherche; et puis on ne nous a pas pardonné d'avoir osé analyser certaines erreurs et certaines insuffisances du ministère dans ce domaine».

Le Dr. Caro dit avoir ainsi constaté que non seulement «M. Ralite puis M. Hervé



D.R.

ne connaissent pas le problème de l'alcoolisme et encore moins le dossier de «Bretagne, Alcool et Santé» mais encore que «les pouvoirs politiques de décision concernant ce vaste problème, sont confiés à une poignée de technocrates et de bureaucrates incompetents dans l'Administration du Secrétariat d'État à la santé». Le directeur de recherche poursuit: «Ils sont incompetents parce qu'ils ne connaissent ce problème très complexe qu'au travers de dossiers étudiés dans leurs bureaux parisiens, éloignés de l'expérience de ceux qui travaillent sur le terrain, dans un domaine où la diversité régionale, sociale, culturelle est une caractéristique essentielle. Ils manquent de moyens et de temps, mais aussi de lucidité et de courage. Ils confondent trop la thérapeutique et la réinsertion des malades alcooliques, avec la prévention des maladies alcooliques qui pose des problèmes très différents, devant être abordés sans les oeillères de l'Administration sanitaire».

Trois plus un

Alors, quid de B.A.S.? Les soutiens que l'association continue de recevoir, son audience certaine conduisent ses responsables à considérer ce licenciement économique non en terme d'abandon, mais de pause. «Bretagne, Alcool et Santé» continue de fonctionner bénévolement (2). Des rencontres avec les instances administratives et gouvernementales sont prévues ce mois afin de définir le cadre d'un plan de relance déjà

amorcé.

En attendant un re-démarrage, l'équipe de B.A.S. lance une série d'appels, dont celui-ci: «Qu'un débat national ait lieu sur un problème qui reste grave dans la société française. Et qui mérite, au moins autant que ceux de la drogue, de la délinquance, des accidents de la route (trois problèmes souvent associés à celui de l'alcoolisme), des efforts et des moyens. Pour que se dessine enfin, sans manichéisme, une attitude intelligente de toute la société française face à un problème enkysté dans la sclérose et les rigidités parce que trop mal posé, trop mal analysé jusqu'ici».

Ajoutons que la Rencontre Internationale «Culture, Manières de boire et Alcoolisme» prévue du 16 au 18 novembre sera — peut-être — maintenue. □

(1) «Certains mouvements de buveurs guéris ont refusé de prendre part à la Semaine rennaise, car on y apprendrait moins «à ne plus boire», qu'à boire «bien et peu» (M.C. Robert, «Le Monde», 19.7.83).

(2) «Bretagne, Alcool et Santé», 12, square de Provence, 35000 Rennes. Tél. 99/54.15.60.

**ABONNEZ-VOUS !
VOUS Y GAGNEZ...**

...NOUS AUSSI

AR FALZ AIDE St-RIVOAL

A Saint-Rivoal, l'école est bilingue. Mais cette expérience pédagogique nouvelle n'a guère suscité dans l'administration, de sollicitude

particulière. Aucun moyen particulier, aucune aide spécifique ne lui a été accordée. A elle de faire ses preuves!

Ar Falz a décidé d'apporter à l'école de Saint-Rivoal une aide matérielle en mettant à sa disposition les travaux réalisés par Skol Vreizh (méthode debreton, revue pédagogique, disques pour enfants, manuels d'histoire et de géographie, etc...) ainsi que l'expérience acquise par les enseignants membres du mouvement laïc breton.

Il faut que l'expérience menée à Saint-Rivoal réussisse et s'étende en Bretagne! □.

PLOUVIEN

UN CADEAU EMPOISONNÉ

L'usine de broyage d'ordures ménagères se fera-t-elle à Lanveur? Le conflit se poursuit entre L. Goasduff, maire de Plabennec et promoteur du projet, et les opposants des communes environnantes (lire P.B. de juillet). Jusqu'au 21 septembre, les deux parties en présence restaient bloquées: le commissaire-enquêteur avait donné un avis défavorable, et le préfet ne s'était pas encore prononcé. Mais le 21 septembre, celui-ci signait l'autorisation d'exploitation. Puis la Commission d'Hygiène donnait un avis défavorable, sur pression du géologue. Il semble clair que le préfet a souhaité laisser place nette à son successeur, deux jours avant de s'en aller.

Les municipalités des Abers (Landeda, Lannilis, Plouguerneau, Treglonou) et bien entendu Plouvien (lieu d'implantation de l'usine), ont manifesté aussitôt leur opposition. Elle se sont associées aux différents recours devant les tribunaux. A noter que les initiatives de la jeune municipalité de Landeda ont été déterminantes pour la concertation et la mobilisation des communes. Les procédures sont en cours, et la mobilisation se poursuit. Entre autres du côté des professionnels (ostréiculteurs, palourdières, marins pêcheurs) qui sont excédés par les pollutions successives des Abers; assistant à la dernière réunion du SIVOM, ils ont pu mesurer l'étendue du mépris d'un notable qui cherche à asseoir sa personne et son pouvoir avec la complicité ignorante et docile de la plupart des élus de ce SIVOM.

Mais serait-ce un calcul irresponsable et dangereux des politicards de Quimper et d'ailleurs? En refusant de mettre un terme définitif à ce projet inutile, les représentants du pouvoir central ne voient-ils pas d'un mauvais œil la contestation du député R.P.R. dans sa propre circonscription, ceci par cinq municipalités, un comité de défense et trois organisations de professionnels de la mer? Cadeau empoisonné du préfet au député, en guise d'adieu!

En effet, deux procédures sont en cours. L'une a été déposée début août par l'A.P.P.S.B. et la S.E.P.N.B. lors de la création du comité de défense; elle consiste en une remise en cause du P.O.S. de Plouvien, du permis de construire de l'usine, accompagné d'une demande sursis à exécution. L'autre recours, déposé le 17 septembre, concerne l'annulation de l'arrêté préfectoral relaté plus haut. Le tribunal administratif doit se prononcer à la mi-octobre et décider si oui ou non il y aura sursis à exécution pour le projet. □

keltia-musique



1, place au Beurre
29000 QUIMPER
TÉL. : (98) 95.45.82

DISQUES
LIVRES
ET
INSTRUMENTS
DE MUSIQUE
DES PAYS
CELTES

ENREGISTREMENTS - ÉDITIONS de DISQUES et CASSETTES



SNACK-BAR
Place de la Liberté
Téléphone : 80.19.19
Ouvert de 12 h. à 24 h.



**SNACK-BAR
RECOUVRANCE**
Téléphone : 45.08.50
Ouvert de 19h. à 6h du matin
et Vend. Sam. Dim. de :
12h. à 15h. & 19h. à 6h. du matin

LE CAFÉ DES MOUETTES

Numéro un en BIERES-WHISKIES

Port de Commerce
29200 BREST
Tél. : 44.33.21



Ceci VOUS concerne !

BULLETIN D'ADHÉSION

Nom : Prénom :

Adresse :

.....
déclare vouloir adhérer à l'U.D.B.

Signature :

A le 19

Adressez ce bulletin (découpez ou recopiez) à : U.D.B. - B.P. 304, 29273 BREST CEDEX

QUAND LE PRIVÉ SE DONNE EN SPECTACLE

ON s'agit de nouveau, dans l'Enseignement privé breton. Le seize septembre, Guy Leclerc, frère des Ecoles Chrétiennes, mais aussi frère d'Edouard et, bien que religieux, responsable RPR a commencé une grève de la faim pour obtenir l'agrément d'une classe de 1^{re} H (techniques informatiques) dans l'École St-Louis de Châteaulin, qu'il dirige d'une main ferme et paternelle.

Beaucoup s'y sont laissé prendre: l'Enseignement privé victime d'une brimade mesquine à l'heure où l'on parle de nouveau de négociations? Pas exactement; les gens dans le coup savaient que la classe de Première H à Châteaulin n'avait qu'une chance infime d'être agréée. Il y a, en effet, très peu de classes de ce genre en France. En Bretagne, elles se comptent sur les doigts d'une seule main et moins de 800 élèves se sont présentés, en 1983, au bac de technicien en série H pour toute la France. Or, il existe déjà une série H à Brest... De plus, le frère Leclerc avait bien tardé dans ses démarches pour ouvrir un « lycée Technique » indispensable pour une telle filière.

C'est donc bien d'agitation qu'il s'agit, et de volonté de dramatisation, en un moment où le gouvernement de gauche, enfin, bouge (un peu...) Il s'agit toujours pour les dirigeants de l'Enseignement privé d'une opposition politique à toute tentative d'ouverture.

Le frère Kerdoncuff, patron de l'Enseignement privé pour le Finistère et fort bien placé dans la hiérarchie française l'a reconnu. Il a recommandé aux directeurs d'Ecoles de ne rien faire qui puisse gêner la droite!

Il faut dire que, si la gauche arrivait à résoudre la question scolaire, les partis de Droite seraient frustrés d'un sacré argument. □

Le Conseil de Direction de l'École Saint-Louis s'est réuni, le 2 septembre 1983, à 10 heures, étaient présents :

- Frère LECLERC, Directeur,
- Madame BRELIVET, Econome,
- Frère LE BORGNE, Responsable des Terminales,
- Monsieur LE MAO, Responsable des premières,
- Frère NEDELEC, Responsable des secondes,
- Sœur PAUL, Responsable des troisièmes,
- Frère KERFOURN, Responsable des quatrièmes,
- Monsieur MICHEL, Responsable des cinquièmes,
- Monsieur COLIN, Responsable des sixièmes.

Faisant suite aux différents rappels adressés aux familles les 19 juillet et 29 août, le Conseil de Direction a pris la décision suivante :

Tous les élèves dont les familles ne seraient pas en règle avec l'Econome se verront interdire l'entrée des réfectoires pour les cantiniers, et l'accès aux dortoirs pour les internes.

Les élèves pourront, cependant, suivre les cours en tant qu'externes.

Le Conseil de Direction.

Quand le frère Guy Leclerc fait la grève de la faim, certains de ses élèves sont privés de repas à la cantine par solidarité sans doute.

En effet, les élèves dont les parents n'ont pu acquitter la totalité des frais de repas pour l'année scolaire 82-83 se sont vu refuser l'accès des réfectoires. Certains de ces parents ayant des difficultés financières ont demandé de différer le paiement et se sont engagés à un versement mensuel au lieu de l'avance trimestrielle demandée, cela leur a été catégo-

riquement refusé. A la question: pourquoi ce refus? La réponse: Nous n'avons pas obtenu les mêmes subventions que les années précédentes. S'agirait-il des subventions pour l'ouverture d'une section informatique?

En tout cas, on est loin de l'esprit de charité préconisé par Jean-Marie de Lamennais, fondateur de l'ordre auquel appartient le frère Leclerc et les autres frères, ayant fait vœu de pauvreté, cités sur la lettre, reçue le par les parents.

VANNES

UNE INSPECTION SOUS SURVEILLANCE

LE Comité d'Expansion Economique du pays de Vannes s'est réuni récemment sous la présidence de M. Pavec, maire de Vannes. Que des élus de droite ne soient pas satisfaits de la politique menée par un gouvernement de gauche cela est évident; qu'ils la critiquent avec virulence, cela se conçoit, mais qu'ils en viennent à remettre en cause l'Inspection du Travail, chargée de faire respecter la législation, ça dépasse toute limite.

Les travailleurs vannetais ont dû apprécier d'une drôle de façon les propos cités dans « Ouest-France » des 17 et 18 septembre derniers: «... Le manque de liberté dans la conduite des entreprises par les tracasseries administratives de la part de certaines administrations, et je veux parler tout particulièrement de l'Inspection du Travail qui, par certains de ses représentants s'érige parfois en véritable inquisiteur, et dont

l'attitude de suspicion envers les chefs d'entreprise est profondément regrettable... ».

Comment peut-on remettre en cause l'Inspection du Travail quand on connaît la réalité industrielle bretonne? Qu'advient-il si cette administration perdait ses pouvoirs? Il suffit de lire la lettre adressée par la direction de la S.B.E.R. de Muzillac à son personnel pour se convaincre des dangers de l'accroissement de l'exploitation des travailleurs par un patronat musclé et sans scrupule.

Les travailleurs doivent comprendre que les syndicats qui souhaitent le retour de la droite au pouvoir et qui œuvrent dans ce sens ne sont pas crédibles lorsqu'ils prétendent défendre l'intérêt des salariés, car ils permettront le maintien du capitalisme dont les structures servent le profit en exploitant l'homme.

E. Le Clainche

LES SÉNATORIALES EN LOIRE-ATLANTIQUE

Compte-tenu du mode de désignation des électeurs sénatoriaux (cf. P.B. de septembre), la droite a, comme prévu, emporté 4 des 5 sièges de l'assemblée dite haute pour la Loire-Atlantique - Le dernier allant au candidat P.S. François Autain qui pourra ainsi quitter «honorablement» le secrétariat d'Etat à la Défense.

Avec 26 voix, l'U.D.B. réalise 4,5% du total des voix de gauche, soit trois fois plus que sa part mathématique dans le corps des grands électeurs.

Mais on retiendra surtout de ces sénatoriales que l'U.D.B. a fait entendre à gauche une voix qui n'a pas fini de déranger.

Les résultats : Inscr. : 2 120 - Exp. : 2 084 - Droite : 1 498 - P.S. + P.C. : 560 - U.D.B. : 26.

BREVE

Repéré à Dreux, parmi les militants de choc venus y soutenir la Droite musclée, Jacques Berthelot, maire RPR de Brest. Puisque Chirac ne voulait pas se salir les mains...

2 • L'empreinte de la marine militaire

Après «Vivre et travailler à bord d'un pétrolier» (lire P.B. d'août), poursuivons la publication de cette série d'articles traitant de la marine marchande aujourd'hui.

Les conditions psychologiques d'existence à bord d'un bateau marchand méritent une mention spéciale.

La hiérarchie est omniprésente et... féodale. Pour trente et un membres d'équipage, du commandant au novice, existent environ vingt-cinq grades et salaires différents !

La terminologie hiérarchique, empruntée à la marine de guerre est abusivement utilisée (1), à tel point que chacun finit par la trouver naturelle. L'état-major comprend : les officiers supérieurs : commandant, second capitaine et chef mécanicien ; et les officiers subalternes : 1 officier radio, 3 officiers pont, 3 officiers machine.

Le personnel subalterne, encore appelé personnel d'exécution ou d'une manière restrictive : «membres de l'équipage» ou «marins», se répartit sous les désignations suivantes : assistant, maître supérieur, maître ouvrier supérieur, ouvrier (tout court), aide ouvrier, matelot qualifié, matelot léger, etc... «Diviser pour régner» c'est aussi la devise des armateurs ! Les repas se prennent au «restaurant» pour les officiers, au «réfectoire» pour l'équipage. En principe, la disposition des convives à table est implicitement établie en tenant compte de la position hiérarchique de chacun. Les officiers supérieurs mangent généralement à une table séparée ou si la table est unique pour tous les officiers, la disposition des places respecte l'ordre dégressif des grades d'un bout à l'autre de la table. Au réfectoire «équipage» le principe est identique.

Il est recommandé, dans tous les cas, de ne pas bousculer l'ordonnance des places chèrement acquises.

Dans certaines compagnies de navigation, les officiers arborent une tenue standardisée parfois agrémentée de galons, à l'instar des militaires.

La construction des logements, naturellement, conforte l'ordre hiérarchique. Le «château» du navire comporte plusieurs étages, l'équipage est logé aux étages inférieurs, les officiers aux étages supérieurs. De ce fait, pendant les heures de loisirs, les officiers et le personnel subalterne, ne se rencontrent pratiquement pas. «Chaque P... dans son bordel» telle est la devise du marin embarqué, d'ailleurs complémentaire de celle des armateurs. Le confort, la surface au sol, le nombre de sabords ou

de bouches de ventilation, la situation de la cabine, sont en rapport avec le grade de l'occupant. Si les officiers disposent d'un mini-appartement, avec cabinet de toilette complet, l'équipage, logé par principe en classe économique, ne dispose parfois que de WC et douches collectifs.

Sur un navire de guerre de 100 m de long avec 300 hommes à bord, cette promiscuité peut être nécessaire, elle n'est plus admissible sur un pétrolier de 300 m de long avec 30 personnes à bord. L'espace ici ne manque pas. La ségrégation se poursuit jusque dans l'organisation des loisirs, d'une manière qui paraîtra outrancière aux gens de terre.

Des films pour tous ?

Le films hebdomadaire de cinéma se projette en deux séances distinctes, l'une réservée à l'état-major, l'autre à l'équipage. Certains bateaux disposent de deux bibliothèques séparées. Ni à Noël ni au Premier de l'an il n'y a communication entre les deux camps retranchés. Même les syndicats respectent ce cloisonnement puisque le syndicat des officiers est distinct de celui des «marins».

Mais ce qui nous paraît plus préoccupant est le fait que cette ségrégation sociale se double d'un certain ostracisme de la part des officiers à l'égard des équipages bretons. Cette hiérarchisation para-militaire, ce cloisonnement savamment entretenu, cette hostilité latente qui séparent en deux camps étrangers une trentaine d'hommes à bord d'un même navire, ne s'expliquent pas entièrement par l'antagonisme «naturel» entre deux classes sociales différentes, mais aussi par le fait que le personnel subalterne de la Marine marchande est essentiellement breton. Alors que les officiers le sont de moins en moins.

Colbert, en créant l'Inscription Maritime donna à la Marine Marchande une structure paramilitaire qui par tradition s'est perpétuée jusqu'à nos jours. Le personnel administratif et médical de l'«Inscription Maritime» appelée aujourd'hui «Affaires Maritimes» est, au moins partiellement, composé d'officiers et de sous-officiers de la Marine Nationale. L'administrateur des «Affaires Mari-

times» est le représentant local de l'Amiral, préfet maritime régional.

Jusqu'aux années 60, les rapports de l'administration maritime envers les marins étaient empreints de cette autorité prétentieuse, de ce mépris arrogant qui caractérise la supériorité du militaire sur le civil. Même Pierre Loti avait remarqué cette attitude condescendante et humiliante du bureaucrate en col blanc à l'égard des marins et de leurs familles. On se souvient du passage de l'un de ses romans où il parle de la petite vieille convoquée au «bureau de la Marine» de Paimpol pour apprendre que son fils est décédé sur les bancs de Terre Neuve. La vieille, torturée par le doute, se fait répéter trois fois le mot «décédé» mot officiel, terrible, dont elle voudrait que le sens lui échappe. Mais le bureaucrate excédé lui jette au visage «Marv eo», «Il est mort». Evidemment aujourd'hui cette anecdote ne serait plus de mise, les choses ont changé heureusement. Nous croyons avoir remarqué que l'évolution s'est accélérée, discrètement, imperceptiblement après le choc thérapeutique de mai 68!...

L'enseignement maritime est, lui aussi, très fortement imprégné par la Marine Nationale puisque les professeurs des ENMM bénéficient du statut militaire et que jusqu'à ces dernières années, la plupart des instructeurs des EAM étaient des sous-officiers retraités de la Marine Nationale. Enfin, les élèves des ENMM, en particulier ceux préparant le Brevet du capitaine de 1^{re} classe de la Marine Marchande, ont le privilège d'effectuer leur service militaire au grade d'officier : aspirant ou enseigne de vaisseau. On voit donc que la marine marchande est solidement ancrée sur des fonds militaires. Dans ces conditions les marins subissent un environnement psychologique spécial qui a une influence marquée sur leur comportement.

On comprend l'intérêt des armateurs à prolonger et à entretenir sur leurs navires cette parodie militaire, elle est le plus sûr rempart face à la démocratie et au syndicalisme dans l'entreprise.

Alain Cariou.

(1) Le dictionnaire Larousse consacre 1/3 de page à la définition du mot : officier.

Officier : celui qui exerce une fonction publique, qui a un office, une charge : officier de justice, de police.

Militaire : qui a un grade au moins égal à celui de sous-lieutenant ou d'enseigne de vaisseau.

On cite l'officier de la légion d'honneur, de l'état civil, l'officier de marine appartenant au corps combattant de la marine de guerre, l'officier ministériel, de police judiciaire..., les officiers généraux, supérieurs et subalternes des armées, etc... mais il n'est nullement question d'officier de la marine marchande comme si ce titre qu'on se donne entre soi était une usurpation.



11, rue Tourville
29200 BREST
Tél. 44.26.61

B.E.T. - Engineering - Tous corps d'état
Devis - Etudes
Bâtiment
Génie Civil
Travaux publics
V.R.D. et Coordination
Agrément pour travaux
avec les collectivités locales

Barrage... aux aménageurs irresponsables et aux industries polluantes incontrôlées

Le «Peuple Breton» a été bon prophète (1). Dès la fin du printemps, la couleur et l'aspect de la mer, en baie de Vilaine nous faisaient appréhender un été chaud pour la faune marine.

Et dès le 30 juin, en rubrique du même nom d'«Ouest-France», un entrefilet discret jetait l'alarme chez les travailleurs de la mer. «Baie de Vilaine: la commercialisation interdite».

On connaît la suite, l'extension, l'ampleur et la durée du phénomène, le préjudice considérable subi par les mytiliculteurs et ostréiculteurs de Saint-Nazaire à la pointe du Raz; voire de la Bretagne-Nord pour une fois épargnée par la pollution, mais non par l'ignorance bien connue en matière de géographie des Français, à plus forte raison lorsqu'ils sont en vacances.

Misant sur cette confusion et cette indifférence, les média — sur les instances des pouvoirs publics — se sont signalés dans un premier temps par leur optimisme de commande. C'est avec un sourire amer que l'on relira: «La vente des coquillages pourrait être très vite de nouveau autorisée... secteur très limité... cas bénins d'intoxication...». Et qu'il est bon de souligner (comme ci-dessus) (O.F. du 4/7): «Le «Bloom» en baie de Vilaine: un moindre mal. Cette fois, fort heureusement, l'accident n'a pas atteint ce seuil de gravité...» (O.F. du 5/7).

Nous concevons qu'il n'eût pas été bon de susciter une crainte excessive chez les clients estivaux de nos professionnels de la mer et du tourisme, qui ne sont pas, pour le plus grand nombre, des promoteurs du capitalisme multinational. Mais nous imaginons que les chercheurs de l'ISTPM (2), au nombre et à l'équipement insuffisants, ne goûtent guère que l'on minimise ainsi, d'avance, un phénomène parfaitement incontrôlable risquant ainsi leur discrédit.

La presse — sinon la télé «régionale» — a d'ailleurs, convenons-en, bien joué son rôle d'information, dès que chacun eût pris conscience de l'étendu du désastre. Elle a ouvert ses colonnes aux opinions et explications des professionnels et des scientifiques.

Certes, on a fait remarquer que «ce phénomène naturel» (sic) touche d'autres pays», du Canada jusque chez les Papous, en vertu de l'adage: «à partager ses maux souvent on les soulage».

Zones sensibles

Mais on a aussi appris au lecteur profane — et rappelé au lecteur sensibilisé

aux questions écologiques — que:

— le «dinophysis acuminata» et autres phyto planctons prolifèrent rapidement — «explosent» — lorsque se conjuguent des eaux calmes en raison des mortes-eaux, gorgées d'eau douce en raison d'un printemps pluvieux — toutes conditions parfaitement naturelles, sinon annuelles, soulignons-le. Encore heureux qu'il ait fait beau tout l'été, et que la brise de terre, du nord-est, ait éloigné au large une bonne partie de cette «soupe» toxique...

— il épargnerait donc les zones à fortes marées et à fort courant (Bretagne-Nord).

— «les zones les plus vulnérables sont les embouchures et les baies. C'est-à-dire les principales zones de pêche et d'aquaculture» (O.F. 4/8).

— cette prolifération est favorisée par la dilution de sels minéraux: pollutions d'origine industrielle et urbaine encore insuffisamment maîtrisées; emploi d'engrais multiplié par dix ces vingt dernières années; érosion des sols consécutive à des remembrements hasardeux.

Les agriculteurs bretons noteront, de leur côté, que ce n'est pas de gaieté de cœur que la concentration de nature capitaliste de leurs productions les a contraints à bouleverser leur milieu et leurs conditions de travail... pour un endettement accru dans la plupart des cas. En conclusion, d'après l'Association pour la protection des salmonidés en Bretagne: «*Tolérer la pollution n'est qu'une piètre politique: une politique à courte vue, qui conduit peu à peu à la disparition de toutes les activités économiques qui reposent sur le vivant*» (O.F. 29/7).

Le point de départ

Voilà. Tout a-t-il été dit? Oh! que non. A noter, une fois de plus, le remarquable et surprenant silence des notables locaux, Guichard, Madelin, Marcellin et autres Guermeur, si prompts habituellement à s'emparer de tout ce qui ne va pas en l'an II de l'ère socialiste. Le dinophysis acuminata, à l'encontre du basané ou de l'homosexuel, ne serait donc pas un virus de gauche? Et ces messieurs, au pouvoir (local) depuis vingt-cinq ans ou davantage, auraient-ils mauvaise conscience?

Pourquoi faut-il que seuls les hommes de mer — orfèvres en la matière, non? — soient les seuls, «entre Saint-Nazaire et Sarzeau, à vous dire tôt ou tard: il faudrait le faire sauter, ce barrage» (O.F. du 21/7). Mot d'ordre révolutionnaire et sacrilège, de toute évidence.

Que les notables précités ne leur aient-ils répliqué: «Mais ce barrage

d'Arzal, c'est votre bête noire, le chien que vous accusez injustement de la rage. La pollution des coquillages ne s'est-elle pas étendue sur toute la côte Sud de Bretagne, bien loin de ce sempiternel barrage?»

(Etendue, oui. Mais où est-elle née? Où s'est fabriqué le bouillon de culture qui a rapidement tout empoisonné? Dans l'embouchure de la Vilaine, comme l'année précédente. Est-ce un hasard? Nous sommes persuadés que non, et nous l'avons déjà dit. La pellicule grise observée sur toute la surface de la baie, et qui salissait les rochers et les grèves à marée montante, ne provenait-elle pas de la vase soulevée par les énormes lâchers d'eau des vannes d'Arzal? (3). Et n'a-t-elle pas contribué à l'asphyxie du milieu marin?

Précisions accablantes

Et puis, un énorme pavé est tombé dans cette mare sous forme d'un article très documenté de P.Y. Le Rhun et C. Prioul, dans le n° 111 de «Penn Ar Bed», revue de la SEPNB. Nous ne saurions trop en recommander la lecture.

Des chiffres comparatifs stupéfiants. Ils soulignent: d'abord, l'envasement massif, accéléré, de l'estuaire. De l'édition 1964 à l'édition 1977 (sept ans de barrage) la cote O des cartes marines s'est déplacée, en face de Tréhiguier en Pénestin, de 240 mètres vers le sud. Au pied de la falaise de Vieille-Roche, 5 mètres d'épaisseur de vase en plus. Le banc du Strado, qui s'était élevé naturellement de 4 mètres en un siècle en a fait autant en 13 ans! Depuis 1973, l'étendue des vasières a augmenté de 90 hectares! La suppression, cela va de soi, des courants de flux et de reflux (35 millions de mètres cubes aux grandes marées). L'interdiction de franchissement aux saumons et aux anguilles: diminution de 90% de ces dernières. L'asphyxie sous la vase des parcs à moules de Tréhiguier: production tombée de 2500 tonnes en 1960 à 500 tonnes en 1980.

Et puis, une date récente, 1970. C'est celle de l'achèvement du barrage d'Arzal. C'est aussi celle de l'opération Le Crouesty-Kerjouanno en presqu'île de Rhuys, opération «tourisme de luxe» dénoncée, il est bon de le rappeler, par le seul «Peuple Breton».

Questions

C'est aussi l'époque des projets délirants, du même tonneau: Super. La Baule de Suscinio en ce même pays de Rhuys, rocade en presqu'île guérandaïse. Est-ce une simple coïncidence?

Cette question en appelle d'autres.

D'autres que la presse, la radio et la télé n'ont pas posées. D'autres que les professionnels de la mer, s'ils sont consultés — ce qui devrait aller de soi en démocratie socialiste — lors de l'élaboration de la loi sur l'espace littoral seraient bien inspirés de retenir.

Les voici :

Concernant le passé : La retenue d'eau a été prévue pour les « besoins » de 500 000 personnes. Quelles personnes et quels besoins ? Ne s'agissait-il pas essentiellement de résidents secondaires et temporaires ? Et considérait-on comme indispensable de prendre une douche après un bain de mer, ou d'arroser quotidiennement les pelouses ?

A-t-on eu une vision très claire de l'évolution économique et sociale ? On a mis en avant : l'utilité de l'assèchement des marais de Redon, à l'heure où les produits de l'élevage devenaient excédentaires ; la satisfaction des besoins en eau de nouvelles industries importantes. Lesquelles ? Enfin, l'« explosion » de la navigation de plaisance a totalement échappé aux promoteurs de l'ouvrage. Or, elle nécessite l'ouverture fréquente des écluses, donc l'intrusion d'eau salée dans la retenue d'eau douce.

Une étude d'impact (non obligatoire en 1969) et une concertation avec les professionnels de la mer et les associations de défense de l'environnement ne s'imposaient-elles pas pour une réalisation aussi considérable ? Ce sont les mytiliculteurs de Pénestin, de leur propre initiative et à leurs propres frais, qui ont demandé une étude sur maquette au Laboratoire d'hydraulique de Maisons-Alfort !

Pourquoi n'a-t-on pas tenu compte des conclusions de cette étude, prévoyant l'envasement accéléré de l'estuaire tronqué, ni de celles, tout aussi pertinentes, de la SEPNEB, ni de leur suggestion de barrer en amont, à Foleux en Béganne, ce qui eût été un moindre mal ?

Pourquoi tout autour du Mor Braz, cette mer aux faibles profondeurs généralement inférieures à 20 mètres, a-t-on autorisé, voire favorisé une emprise foncière touristique anarchique, sans installations d'assainissement correspondantes — on commence tout juste à en parler — avec des plans d'occupation des sols aussi contestables et contestés, que ceux de Pénestin et de Sarzeau par exemple ?

Concernant l'avenir ?

Pourquoi, si l'ouvrage s'avère, à l'usage, la merveille tant vantée par les notabilités politiques qui en ont été les instigateurs, demeure-t-il l'unique exemple, non seulement français, mais mondial, de barrage d'estuaire ? (4)

Ses effets pernicieux, devenus si évidents en 1982 et 1983, vont-ils encore s'accroître dans les années et les décennies à venir ?

Si oui, quelles mesures envisage-t-on en haut lieu ? « Faire sauter » au bout d'une quinzaine d'années d'usage seulement un ouvrage aussi coûteux, constituerait à l'évidence un scandale inconcevable ; et il n'y a aucune illusion à entretenir à ce sujet. Mais ne peut-on d'ores et déjà planifier son remplacement

par d'autres projets de travaux d'adduction d'eau moins préjudiciables à leur environnement ?

En attendant, que peut-on, que doit-on faire pour la sauvegarde de la pêche, de la mytiliculture, de l'ostréiculture menacées de mort dans tout le Mor-Braz ?

Un bilan décevant

Le temps n'est plus où le Plan directeur d'urbanisme de la presqu'île de Rhuys (1970, toujours) concluait son rapport justificatif sur ces affirmations péremptoires : « Pays essentiellement agricole et conchylicole, les ressources qui en résultent sont insuffisantes pour assurer la vie de la population... Il serait peu raisonnable d'envisager un développement de cet ordre ».

« L'enquête a démontré (sic) que l'avenir de la presqu'île de Rhuys était dans son essor touristique ». C.Q.F.D. évidemment.

Cette démonstration nécessitait la création d'un outil, la SATMOR (Société d'économie mixte pour l'aménagement touristique du Mor-Bihan), et des réalisations de propagande spectaculaires. Depuis... eh bien, depuis, le flux et le reflux de la marée de l'expansion économique a effacé bien des illusions. « L'aménagement » à grand renfort d'expropriations-spoliations, de la zone de Kerjouanno-Le Crouesty, a créé quelques emplois permanents, et pas mal d'occupations saisonnières : c'est la spécialité de « l'essor touristique ».

« Les remparts de Kerjouanno » dressent leur laideur au bord d'un promontoire, sans même ménager, à leur pied, un sentier pour les vulgaires piétons. Le port de plaisance a creusé, non seulement la baie du Crouesty, mais aussi les entrailles financières de la SATMOR, au point que, en dépit des fortifiants instillés par le conseil général du département, aux frais du contribuable, la pauvre est passée de vie à trépas.

Ressuscitée de ses cendres et dédoublée pour les besoins d'une cause compromise, voici que les nouvelles-nées S.A.M., et S.A.G.E.MOR, enregistrent « des résultats décevants » (titre d'« Ouest-France » du 2/7/83).

En somme, le tourisme-panacée de M.M. Marcellin et Cie — s'il a apporté une activité saisonnière et précaire fortement tributaire de la situation économique française et européenne, a en contre-partie, compromis les activités traditionnelles des milieux terrestre et maritime, par son emprise excessive sur l'espace foncier, et ses réalisations hâtives et non concertées. Sévère, mais juste, la flèche décochée par « Penn Ar Bed » en conclusion de son article : « L'aménagement style Arzal nous semble l'explication d'une pensée économique du XIX^e siècle ».

André Guillo

(1) Voir P.B. n° 236 — Août 1983 (« De la paille à la poutre ») et P.B. n° 227.

(2) « Institut scientifique et technique des pêches maritimes » voir P.B. n° 227, novembre 1982.

(3) 37 millions de mètres cubes du 23 au 25 juillet 1982 : affaire des poissons morts.

(4) Celui de la Rance n'interrompt pas le flux de marée, mais se contente d'en capter l'énergie.

Le 4 juin a été inauguré à Botvé (Arzano) chez M. Jean-Paul Le Marre le premier digesteur sur lisier de bovins de la COMEN (Coopérative pour la Maîtrise de l'Energie). C'est avec l'aide de l'ADER (Association pour le Développement des Energies Renouvelables) et en présence de nombreux invités qu'a été réalisée cette première.

Ce n'est bien entendu pas la première expérience de récupération d'énergie à partir de déjections animales, mais la démarche d'Anicet Le Marre et Francis Le Bihan ainsi que le procédé qu'ils viennent de mettre au point sont intéressants à plus d'un titre.

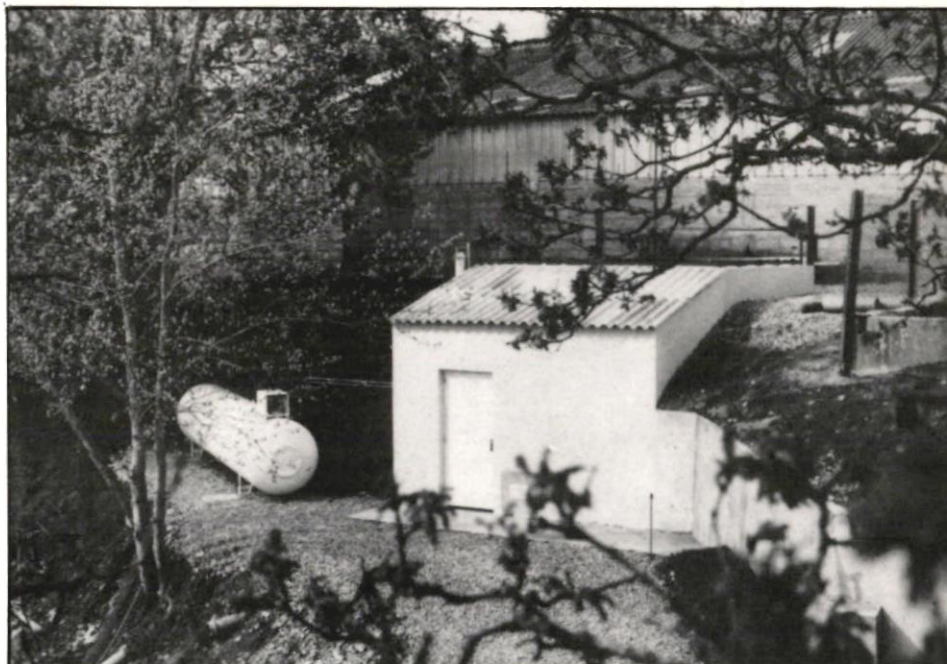
Avant de parler plus en détail de la réalisation d'Arzano, rappelons quelques données sur la méthanisation des déjections animales. Les matières organiques contenues dans les déchets végétaux et les déjections animales dégagent lorsqu'elles se décomposent à l'aide de l'air et dans certaines conditions de température, un gaz combustible, le biogaz : c'est un mélange composé principalement de méthane (CH₄) et de gaz carbonique (CO₂). Ce phénomène de décomposition est appelé « digestion anaérobie » ou « fermentation méthanique ». La réaction a lieu dans ce qu'on appelle un digesteur. Les substrats (fumier, lisier et éventuellement déchets végétaux) sont constitués principalement de matière organique formée d'assortiments de molécules organiques à chaînes carbonées. Ces molécules sont en proportions variables suivant le type de substrat : fumier pailleux, fumier gras, lisier de bovins ou porcins. Dans le digesteur, sous l'action de différentes populations bactériennes ces substrats subissent toute une série de transformations amenant à la formation de méthane et de gaz carbonique. La production de méthane proprement dite fait intervenir des bactéries dites « méthanogènes ». Celles-ci ne peuvent travailler et se développer que dans un milieu sans oxygène, neutre et dans certaines gammes de température. La quantité de méthane produite dépend évidemment de la qualité de la matière organique de départ. D'une manière générale les productions maximales de biogaz se situent autour de 0,45 m³ par kilo de matière organique mise à fermenter.

L'aventure du méthane

Suivant le substrat à méthaniser, lisier (liquide) ou fumier (solide), on peut réaliser une fermentation continue ou discontinue. Pour la fermentation continue une seule cuve suffit et on introduit tous les jours une petite quantité de lisier frais par pompe. Une fois la réaction amorcée, les interventions sur le système sont réduites. L'autre système (discontinu) demande plusieurs cuves et est utilisé pour les substrats solides, la conduite de ce type de digesteur demande évidemment beaucoup plus d'interventions : chargement, déchargement des cuves...

Pour couvrir l'ensemble des besoins en chauffage d'une ferme, un élevage

VERS L'AUTONOMIE ENERGETIQUE DE LA FERME



Un digesteur bien intégré au site.

d'une trentaine d'U.G.B. (unité gros bétail) serait suffisant. Ceci représente une consommation annuelle d'environ 3 à 4 T.E.P. (tonne équivalent pétrole). C'est en 1980 qu'Anicet le Marre et Francis Le Bihan, ingénieurs au chômage tous les deux, se lancent dans l'aventure du méthane. Après une étude bibliographique, et de nombreuses visites d'installations existantes dans l'ensemble de l'hexagone, ils construisent un modèle réduit qui leur permet de définir le digesteur en vraie grandeur. Un procédé original de brassage et de brisecroûte est mis au point. Celui-ci fait d'ailleurs l'objet d'un dépôt de brevet.

Pour Anicet et Francis, un digesteur installé dans une exploitation agricole doit être dimensionné en fonction des besoins réels, à savoir les consommations pour le chauffage des locaux, la consommation d'eau chaude sanitaire ainsi que les besoins en eau chaude du bétail.

La connaissance de ces besoins permet de définir la taille du digesteur (volume de la cuve) pour couvrir ceux-ci

en hiver. Il ne sert à rien de produire du gaz si on n'en a pas l'usage. Ceci permet de définir un digesteur au moindre coût. Il est bien entendu possible de prévoir une production d'énergie électrique à partir d'un groupe électrogène fonctionnant au biogaz mais celui-ci doit correspondre à une consommation substantielle d'énergie électrique (ceci est possible pour les stations d'épuration, les usines, ...).

Le pari des énergies vertes

La C.O.M.E.N. propose donc un produit pour répondre à un besoin (1). D'autre part, l'accent a été mis sur la réalisation d'un produit fini industriellement. L'ensemble des visiteurs a été surpris de voir le sérieux et la finition du digesteur d'Arzano. Après les expériences bricolées on est passé dans le domaine industriel.

L'installation d'Arzano comporte un digesteur de 36 m³ en béton armé et parfaitement isolé. Il est du type continu, le

lisier frais est injecté à raison de 2,5 m³ par jour. Le lisier est maintenu à 35° par une chaudière utilisant le gaz produit (10% en hiver). Après une légère compression, le gaz en partie purifié est stocké dans une cuve. La production attendue représente l'équivalent de 9 T.E.P. L'installation d'Arzano a été subventionnée pour moitié (75000 F) par l'A.F.M.E. (Agence Française pour la Maîtrise de l'Energie). L'installation d'Arzano est amortissable en 6 ans. Amortissement pouvant tomber à 3 ans pour les exploitations grosses consommatrices d'énergie comme les élevages de volailles.

Comment sera perçue cette innovation à la ferme? Un élément de réponse nous est fourni par une étude de marche réalisée par l'IUT de Quimper auprès des éleveurs bretons. 25% des agriculteurs se disent prêts à créer une installation dans les années à venir; 54% sont susceptibles de le faire dans les 5 ans. Rappelons que la Bretagne compte environ 11800 exploitations agricoles.

Pour mener à bien un tel programme, une Société coopérative ouvrière de production (SCOP) a été créée: la COMEN — coopérative pour la maîtrise de l'énergie. Le choix d'une telle structure n'est évidemment pas un hasard: il correspond à des options philosophiques et à une volonté de créer des emplois. Anicet et Francis comptent bien créer sept emplois d'ici 3 ans et une cinquantaine par la suite.

Malgré la diminution de la consommation énergétique ces derniers temps espérons que les prévisions de couverture énergétique par les énergies renouvelables pour la fin du siècle (20%) permettent à des initiatives comme celle d'Arzano de contribuer à son niveau à la diminution de la dépendance énergétique, de créer des emplois de montrer que le pari des énergies vertes n'est pas une utopie.

André Goalic.

Potentiel énergétique par catégorie d'animaux			
	Déjection par jour	Potentiel Biogaz par mois	Equivalent FOD/mois
1 vache laitière stabulation logette sans paille	50 kg lisier 12 % MS	70 NM ³	45 l
1 vache laitière stabulation + paille (10 kg/j)	50 kg lisier 10 kg paille	150 NM ³	100 l
1 porc charcutier	6 kg à 3 % MS	2 NM ³	1,5 l
100 poulets	15 kg à 25 % MS	45 NM ³	30 l

IMPRIMERIE
LE GRAND

8-10, route de Quimper

BREST

Tél. 02.03.89

(1) Pour tous renseignements: COMEN, Kernivinen, Rédéné, 29130 Quimperlé. Tél. 98/96.33.62.



YANNIG AR BLEIZ



A TRIBBIERA

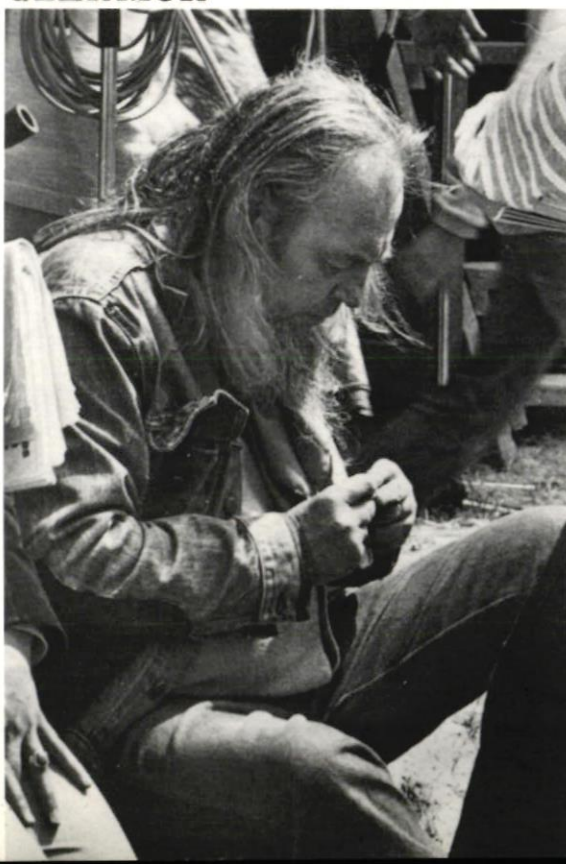
fête du peuple breton



UNA RAMOS



GLENMOR



15-16 OCTOBRE 1983

SAMEDI/sadorn

CORRIB IRLANDE

YANNIG AR BLEIZ

P.A. KENDENGUE

STROLLAD PLOUGIN

I MUVRINI CORSE

LAMINE KONTE SENEGAL

GLENMOR

AN TRISKELL

**ERIC BURDON
& THE ANIMALS**

KELLY FAMILY IRLANDE

FEST-NOZ: Yeusin · Jolimonde

Le Roux & Dilaquer · Sonneurs vannetais

artisanat, associations, animations pour enfants,
restaurant, moto "brûleurs de gomme", cinéma breton
expo: **Anaig Le Doaré**, Journal **Gouren falsab**, **HOUKA**

VIGN
2 JO
5

POUR LES LECTEURS D'

La Fédération de l'Extérieur de l'Union
voyage en car-couchettes à l'occasion
octobre prochain.

Départ le 14 octobre au soir :

ST DENIS GAR : 20H. **PORTE D'ORLÉANS**

Prix des places : 290 F. (Voyage + repas)

Pour tous renseignements écrire :

FEDERATION EXTÉRIEUR

13, RUE ALBERT-THOMAS





BREST/Parc de Penfeld
DIMANCHE/sul

STEVE HACKETT

STROLLAD Keltieg Teiz

STEVE WARING

UNA RAMOS

THEATRE CORSE A TRIBBIERA

D. LOCKWOOD

BLUES TRAIN

LLUIS LLACH



MAGIC marionnettes



LA RÉGION PARISIENNE

Union Démocratique Bretonne organise un
de la fête du Peuple Breton le 15 et 16

DEBANS : 20h30. Retour lundi matin à 6H.
e + vignette de la fête du P.B.).

INTERIEUR DE L'UDB

91200 ATHIS-MONS



STEVE HACKETT

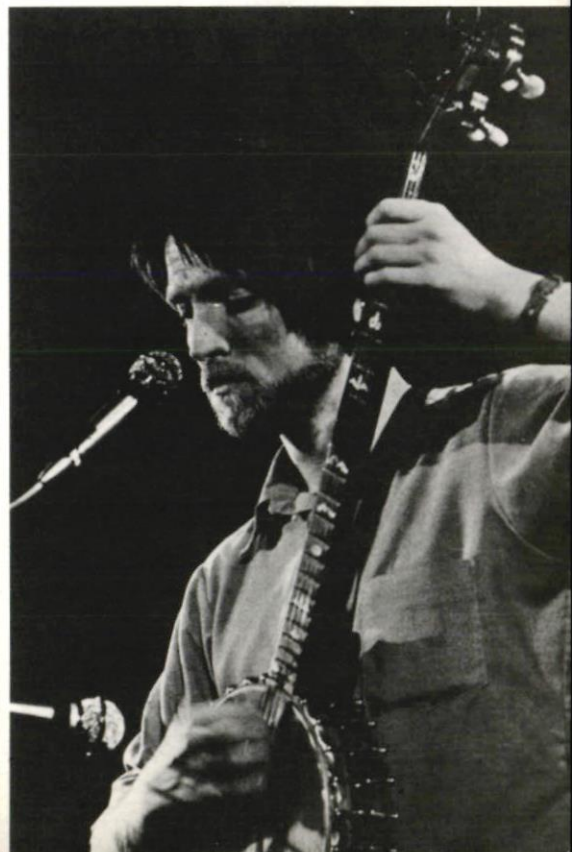


LAMINE KONTE

15 / 16 OCTOBRE 1983
BREST/Parc de Penfeld

ERIC BURDON
& THE ANIMALS

STEVE WARING





D.R.

«Iff : les Français dehors». Un bombage a des milliers d'exemplaires.

CORSE : VERS L'ENGRENAGE ?

Plus de 3000 nationalistes corse ont participé les 12 et 13 août aux journées internationales de la «Consulte des comités nationalistes» (expression légale du nationalisme core très proche du F.L.N.C., cela à l'exemple de Herri-Batasuna par rapport à l'E.T.A. et de Sinn-Fein pour l'I.R.A. Des délégations de ces partis étaient d'ailleurs invitées à ces journées.

Manifestations culturelles, débats et interventions politiques se sont succédé pendant deux jours dans une ambiance rendue passionnée par l'enlèvement de Guy Orsini. Ce militant de la C.C.N., membre du F.L.N.C. et emprisonné de 79 à mai 1981, a disparu le 17 juin entre Sartene et Porto-Vecchio. Ses ravisseurs appartenant au Milieu ont été arrêtés quelques jours plus tard. Il est vrai qu'ils étaient étroitement surveillés et même filés depuis plusieurs jours par la police excepté ce 17 juin fatidique. D'où la thèse avancée par la C.C.N. que Guy Orsini a été victime des services spéciaux français». Bien que le corps n'ait pas été retrouvé et que les inculpés nient tout en bloc, tout le monde est convaincu dans l'île, à commencer par ses parents que le jeune militant est mort.

Son portrait recouvre tous les murs de l'île, des manifestations ont eu lieu dans toute la Corse à Ajaccio et Vero notamment. Au cours d'une cérémonie devant la maison natale de Guy Orsini, le F.L.N.C. est apparu en armes et masqué pour lui rendre un hommage à la manière des combattants de l'I.R.A. Cette cérémonie a entraîné l'inculpation de sept dirigeants de la C.C.N. pour reconstitution de ligue dissoute, et quelques jours plus tard, la directrice de publication de U Ribomdu, le journal de la C.C.N., se voyait interpellée pour divulgation de fausses nouvelles. La Corse a un martyr et l'engrenage provocations-répressions risque d'embraser de nouveau l'île. Le 21 septembre, le F.L.N.C. revendiquait l'assassinat huit jours plus tôt de Pierre Jean Massini, Secrétaire général pour la Haute-Corse: Le Front de Libération Nationale de la Corse le tenait pour responsable de l'organisation de la disparition puis de l'assassinat de Guy Orsini... □.

*La C.C.N. & le F.L.N.C. ont été dissous par le gouvernement français.

Les portraits de
Guy Orsini
couvrant les
murs de l'île.



D.R.

LANGUE CORSE

LES BONS VOEUX DE L'ASSEMBLÉE

Une délibération de l'Assemblée de Corse pourrait avoir des conséquences bénéfiques pour la langue bretonne.

Le 8 juillet, en session à Corte, cette assemblée s'est prononcée à sa grande majorité pour l'enseignement obligatoire de la langue corse dans les écoles primaires et secondaires ainsi que pour l'installation de bilinguisme. Ce vote acquis à une grande majorité (seuls les élus communistes se sont abstenus) est qualifié d'historique dans l'île.

Sur le plan légal, l'Assemblée de la Corse ne peut qu'émettre un vœu. Dans le cadre du statut particulier, le vœu est alors transmis au premier ministre qui le soumet, s'il le désire, à l'assemblée nationale. Ce n'est qu'après le vote de celle-ci que la décision de l'Assemblée corse prend force de loi.

Par lettre en date du 26 juillet Pierre Mauroy a accusé réception du vœu et

s'est donné un délai de deux mois pour rendre sa réponse. Celle-ci devait donc être connue fin septembre (1). Elle est bien sûr attendue avec impatience et beaucoup d'espoir dans l'île. Cette délibération est devenue un test de la volonté du gouvernement d'appliquer pleinement sa politique décentralisatrice.

Une réponse positive de Matignon serait une révolution dans la tradition jacobine: une langue minoritaire serait enfin reconnue comme ayant la même valeur que le français.

Bien évidemment ce serait une formidable brèche pour la langue bretonne et les autres langues minoritaires. Ce qui est bon pour Bastia ne l'est pas moins pour Brest et Bayonne...

C'est d'ailleurs, soyons-en sûrs, un argument qui sera développé par les opposants à cette délibération de l'assemblée insulaire. □.

LA THESE INTROUVABLE...

D'Oxford, où elle a présenté le résultat de ses recherches, à Plounéour-Ménez, où elle habite, en passant par beaucoup de villes, villages et lieux-dits de Bretagne, Maryon MacDonald, une jeune anthropologue anglaise, a animé bien des conversations estivales. Son doctorat sur « les aspects sociaux de la langue et de l'enseignement en Bretagne », tel qu'il a été résumé dans « Ouest-France » (le 22/6/83) et tel qu'il a été commenté ensuite dans ce même journal, a provoqué bien des remous dans les milieux bretonnants).

La question : « Les Bretons ont-ils été contraints ou

non d'apprendre le français ? » reste encore explosive et, à défaut de juger définitivement faute de l'avoir lu en entier, le travail controversé, il est possible de s'interroger sur ce que la « grande » presse en a retenu et aussi sur la nature des réactions et de l'exploitation qui en a été faite.

On lira dans ce dossier, des commentaires de Fanch Kerrain, Fanch Kerfraval, ainsi que des réponses de Marion Mac Donald, Paul Menez, Mikael Madeg et Skol An Emsav, ainsi que des réponses de Marion MacDonald.

Des choses «drôles», ma foi...

Maryon Mc Donald

Puisque la presse et, de plus en plus, l'ouïe-dire militant (avec qui seule une « Channing » militante saurait rivaliser) me font dire des choses « drôles », autant en dire moi-même (la tentation est trop grande) : l'Etat français n'a jamais existé, le français n'a jamais été imposé dans les écoles, les écoliers attendaient avec impatience ce jeu du symbole, les militants bretons sont tous des monstres quadrupèdes qui mangent des bébés la nuit.

Voilà, je crois que ça suffit.

Maintenant, à risque de faire bâiller tous les lecteurs du PB, parlons un peu du contenu réel de ma thèse. Surtout qu'aucun de mes censeurs ne l'a encore lue, et qu'à force d'en entendre et d'en lire des représentations déformées et partiales, je risque d'oublier moi-même ce que j'ai écrit et d'être entraînée dans une polémique sans fin dont les arguments sont tous prévisibles et par trop simplistes.

La thèse est intitulée : « Social Aspects of Language and Education in Brittany, France » (D. Phil., University of Oxford, 1982). Elle est le résultat des recherches ethnographiques et d'archives entreprises à plein temps lors d'un séjour prolongé en Bretagne entre 1978 et 1981. Géographiquement, je me suis basée d'abord à Rennes (1978-79) et puis dans les Monts d'Arrée (à partir de 1979), tout en voyageant beaucoup pendant tout ce temps pour assister aux stages, aux réunions, pour rendre visite aux écoles, aux bureaux administratifs, etc. Au niveau social, la thèse couvre principalement les milieux de l'enseignement, du mouvement breton, et des bretonnants du monde rural ; je présente les aspirations et les valeurs sociolinguistiques de chaque milieu.

Au niveau historique, mon abord pourrait paraître plus compliqué, mais n'a rien, je pense, de choquant.

L'époque dont parle la thèse se situe surtout entre 1978 et 1981, mais elle traite aussi des temps plus lointains. Pour simplifier les choses ici (les contraintes de place le demandent), disons que l'histoire peut avoir deux aspects tout à fait différents : il y a le passé tel qu'il était perçu et vécu, comme temps présent, par les contem-

porains eux-mêmes : il y a aussi ce même passé tel qu'il est imaginé, beaucoup plus tard, par d'autres personnes avec d'autres valeurs et d'autres préoccupations. Qu'il s'agisse de 1789 ou de 1981, j'essaie dans mon travail de présenter, autant que possible, tout point de vue dans ses propres termes, de le situer dans sa propre époque, son propre milieu, son propre contexte. Sinon, il serait possible de rendre un militant breton moderne tout à fait réactionnaire, en le citant hors du contexte de ses propres valeurs et sa propre perception du monde. Il est beaucoup plus facile encore de trahir les luttes et les idéaux de certains personnages d'une autre époque et d'un autre milieu.

Il me semble évident que des militants d'après 68 ont une conception différente du breton, du français, de la Bretagne, de la France, que ne l'avaient un Barère, un Ferry, un Carré, ou un De Monzie par exemple. Expliquer les différences en disant (d'une façon ou d'une autre) que les militants sont des lumières, et les autres sont bêtes et méchants, est intéressant mais aussi insatisfaisant et même, pour certains, aussi dangereux que de dire que seuls les militants voient clair et savent choisir, et que les valeurs populaires qui diffèrent des leurs ne sont que des idées erronées et imposées, des épiphénomènes de quelque « déterminisme social », voire des symptômes de quelque complexe ou maladie généo-psychologique. Si l'authenticité historique demande que l'on situe de telles idées et que l'on dise que les militants qui tiennent un tel discours croient bien faire, elle demande aussi que l'on fasse pareil pour Barère, Ferry, Carré, De Monzie, etc. Dans la première partie de la thèse, j'essaie de situer, d'expliquer, les idées des hommes tels que ces derniers.

La thèse est divisée en quatre parties. La première présente les principales lois, décrets, circulaires (etc.), surtout de 1789 jusqu'à la Charte Culturelle, qui concernent la question du breton dans les écoles. (La situation après les élections de 1981 est traitée dans la conclusion). Je cite les textes officiels et les débats politiques et pédagogiques qui les ont entourés. J'essaie de démontrer surtout ce qu'a signifié le breton pour

ceux qui (à Paris ou en Bretagne) ont pris une part active et officielle dans la création de l'enseignement et la politique linguistique de la France. Bien sûr, il a fallu expliquer aussi ce qu'a été pour eux la langue française, et l'idéologie d'une nation « une et indivisible » n'est pas du tout négligée. Je présente aussi quelques statistiques modernes pour l'enseignement du breton, et les points de vue de quelques élèves, enseignants et administrateurs.

C'est de cette première partie qu'a parlé « Ouest-France ». Mais, même entière, elle ne constitue que bien moins d'un quart de thèse.

La deuxième partie plus longue traite du mouvement breton, de sa propre histoire et ses associations ou groupes (surtout modernes) de la façon militante de concevoir l'histoire de l'enseignement et de la place du breton dans les écoles, des images et des comparaisons dont se servent les militants pour présenter leur cause, de l'idée dominante mais controversée qui fait des Bretons, des Celtes insulaires, de l'unification du breton et la façon dont la langue est enseignée et apprise au niveau de l'université et des écoles (surtout secondaires), et dans les cours et stages militants (y compris ceux de Skol an Emsav, par exemple). Cette partie traite aussi de certains débats du mouvement breton, des aspirations et des problèmes du Front Culturel, et des fêtes (ex. du PB) et festoù noz etc...

La troisième partie et réservée à Diwan organisation franche et ouverte et à laquelle je suis très reconnaissante pour avoir facilité mes recherches sur le mouvement breton. J'espère qu'une fois mon travail publié et accessible, les membres de Diwan le trouveront aussi honnête et utile qu'ils l'auraient voulu. Cette partie parle donc de Diwan, son histoire, ses problèmes et ses réussites ; d'abord, son évolution au niveau de structures et de finance ; ensuite, les enseignants, la pédagogie, et l'acquisition de la langue dans les écoles ; et finalement les questions plus générales de bretonisation et d'intégration (aux niveaux local et national).

La quatrième et dernière partie parle de Plounéour-Ménez, commune rurale

des Monts d'Arrée, et que je tiens à remercier de sa patience et de son hospitalité. D'abord vient l'histoire de la commune, histoire démographique, économique et politique, mais surtout l'histoire de l'enseignement local (et dont j'avais parlé un tout petit peu au journaliste d'«Ouest-France»); je présente aussi, bien sûr, la situation moderne au niveau des écoles existantes. Y compris une école *Diwan*, ouverte depuis 1977, par des «étrangers» à la commune. Cette partie de la thèse montre (entre autres) comment les valeurs des militants et des gens du coin peuvent se trouver en conflit, potentiel ou actuel, et comment chaque groupe perçoit l'autre et vit les contradictions qu'une telle co-existence peut lui poser.

J'espère qu'à la fin la lutte des militants sera comprise dans ses propres

termes, et que l'on comprendra mieux pourquoi elle n'est pas toujours acceptée au niveau local, mais pourrait l'être quand même. J'espère aussi que tous les Bretons (comme ceux de Plounéour-Ménez), qui ont lutté pour que eux et leurs enfants sachent le français, sortiront de cette thèse avec dignité et respect pour leurs propres idées et leur propre lutte — au lieu de paraître, comme ils le font très souvent dans la littérature militante, comme les exécutants ou, au mieux, les simples victimes, d'une oppression.

Je pense que c'est surtout le fait que j'essaie de comprendre des points de vue différents, du passé et du présent, et des opposants aussi bien que des militants eux-mêmes, qui me rend vulnérable à des déformations et critiques. Il y aura toujours quelqu'un, quelque part, qui croira que je suis contre lui...

tion bretonne qu'elle est, est-elle à ce point ignorante de l'histoire de France? S'est-elle laissée gagner par le sensationnalisme de la presse en général?

L'impression générale que l'on retire de cette lecture est qu'elle y défend ceux qui n'ont pas besoin de l'être (la masse des bretons débretannisés et satisfaits de l'être), et cogne sur les militants de la cause bretonne. Il est certain que beaucoup d'entre nous font preuve d'un enthousiasme et d'une maladresse, que l'on peut trouver ridicules. Mais cela est vrai des néophytes en général, quel que soit leur credo.

Combien de lecteurs auront lu le «Gardons-nous de l'histoire militante» (titre du journal) et sa propre phrase «Il y a plusieurs façons d'interpréter le passé» et y auront retenu la leçon que tout esprit lucide trouve sans peine: à savoir que dès qu'il y a choix de dans la présentation ou non d'une information portant sur un événement, et encore plus sur son interprétation, on se trouve automatiquement dans le domaine de l'idéologie, qu'elle soit ou non consciente.

Combien de ceux qui auront trouvé là une caution scientifique pour se gausser des militants bretons auront vu la poutre dans l'œil de l'histoire officielle française? Combien de rieurs ont-ils la largeur de vue qu'elle reproche à certains militants bretons de ne pas avoir? Celle qui leur permettrait de séparer les faits de l'idéologie dans le catéchisme nationaliste français qui nous a tous (sauf elle, en l'occurrence...) imprégnés peu ou prou?

Je reviendrai maintenant à la présentation des faits choisis par la rédaction centrale du journal. Est-ce bien sérieux de faire intervenir l'anecdote («Verdun, j'y étais!»). Le symbole, je l'ai connu!». L'impression du soldat de base dans une bataille est très intéressante. Mais elle ne dispense pas d'analyser la stratégie globale qui l'a amené là

Une réalité très complexe

Dans l'affaire de la thèse de M. McDonald (O.F. du 22/6/83 et réponses du 18/8/83), j'ai été frappé du manque d'objectivité et du faible niveau général de la polémique. Dès que cette «affaire» m'a été connue, j'ai été voir M. McDonald. Elle m'a accueilli en breton et notre conversation s'est faite dans cette langue. Ma visite avait pour objet de lui demander où je pouvais lire sa thèse. Elle a été désolée de m'apprendre que tous les exemplaires étaient en Grande-Bretagne. Cette thèse fait quelque 600 pages et est rédigée en anglais. A défaut du texte lui-même, force est de croire ce qu'elle écrit-elle-même dans les «réponses». Il est très désagréable intellectuellement de se faire une

idée à partir d'un article tronqué. Mais tout cela est typique de la fausse objectivité de nombre de journaux. En effet, les passages absents peuvent soit avoir été coupés (inintéressants?) soit censurés (pourquoi?)

Il est également désagréable qu'une thèse se trouve réduite dans l'article de départ à quelques formules à l'emporte pièce. Des journalistes de la rédaction de Morlaix m'ont en outre affirmé que ce premier papier leur était revenu de Rennes. La rédaction centrale souhaitait qu'il soit plus incisif, plus sensationnel.

La réponse de M. McDonald m'a profondément déçu. La spécialiste de la ques-

La leçon d'une polémique.

Beaucoup de bruit pour rien: la thèse de Maryon McDonald sur l'adhésion volontaire des bretonnants aux Français n'est en rien nouvelle et c'est abusivement qu'«Ouest-France» la présente le 22.6.83 comme allant à l'encontre des théories autonomistes en Bretagne.

Les militants progressistes, comme ceux de l'UDB, qui ont fait les premiers une analyse scientifique et dépassionnée de la question n'ont jamais nié la part prise par les Bretons eux-mêmes dans le recul de leur langue nationale. Au contraire, refusant d'idéaliser leur combat, ils ont cherché à définir la véritable nature de l'oppression pour mieux la dominer.

Une arme

L'abandon volontaire et apparemment libérateur de la langue est un fait, bien mis en évidence par les exemples concrets trouvés par l'auteur, mais il existe un autre fait, tout aussi réel mais moins spectaculaire: c'est le reniement de sa culture inculqué patiemment et méthodiquement par un Etat à une partie de ses administrés.

Privilégier l'un par rapport à l'autre est une erreur historique qui serait en soi sans conséquences si la thèse de Maryon McDonald, travail universitaire respectable, n'avait été exploitée à des fins politiques et idéologiques. L'adhésion sous influence est devenue un choix libre et enthousiaste, et même, comme on a pu le lire de nouveau dans un langage que l'on croyait passé de mode, un choix entre

l'obscurantisme et le progrès!

Cette thèse est devenue, l'espace d'un été, une arme aux mains de ceux que dérangeait le renouveau breton. Elle faisait d'autant plus mal qu'elle frappait des militants qui avaient, en toute confiance, ouvert leurs structures et leurs cœurs à la chercheuse venue d'Outre-Manche.

L'idéologie française

Il ne faut pas grossir plus qu'elle le mérite cette polémique estivale mais elle est, à mon sens, significative d'un dangereux retour en force de l'idéologie française en Bretagne.

Jusqu'à présent, et depuis vingt ans, la revendication bretonne était respectée et intouchable car elle participait à ce grand changement sociologique qui allait mener à la victoire électorale de la gauche à Paris. Une fois cette étape franchie, voici que resurgissent les clivages anciens et que se trouve de nouveau mis en cause le caractère libérateur et urgent du combat pour la langue. Si, diront certains, l'abandon du breton a été bénéfique, pourquoi revenir en arrière? Si le ralliement au français a été si volontaire, pourquoi parler de «réparation historique?»

Les militants bretonnants n'ont plus à justifier leur démarche au risque de s'envaser dans des discussions d'amphithéâtre ou d'arrière-salles de bistrots. Ils ont à prouver, par eux-mêmes, par leurs enfants, par leur engagement, que le renouveau est possible.

Fanch Kerfraval.



Diwan au cœur du débat.

comme un simple pion plus ou moins inconscient de ce qu'il faisait.

Quel historien sérieux niera la volonté délibérée de tuer, plus même que d'ignorer, la langue bretonne? Et le fait que nombre de bretonnants eux-mêmes se soient fait les complices enthousiastes de cet ethnocide ne lui retire aucune réalité.

Est-ce bien sérieux de réduire une réalité très complexe, et perçue d'une façon si parcellisée par la plupart des Bretons eux-mêmes, à des gros titres et des citations? Personnellement, je ne retiendrai de cette polémique avortée et fausement objective que cette conclusion: la presse régionale a une part de responsabilité assez grande dans le niveau navrant de bon nombre de débats qui agitent ce pays. Je mets en cause le sérieux de l'information en général, l'ignorance de bon nombre de journalistes du fait d'une politique rédactionnelle étriquée, parcellisée, et dont l'idéal semble être la recherche du sensationnel.

Ce goût du sensationnel me paraît même dangereux. Dans certaines situations, il peut aboutir à créer des extrémismes, lesquels sont toujours dommageables. Si la parole des militants de tous bords est limitée par des censures, dites ou non dites, ou filtrées par des journalistes peu soucieux d'appro-

fondir leurs connaissances, comment s'étonner que certains aient recours à la violence: seule chance dans ce système de se faire entendre de l'ensemble de la population, ce qui est l'objectif à court terme de tout militant?

L'attitude qui me paraît la plus respectable chez un journaliste, et qui exige que l'on ne censure pas ses écrits est celle-ci: approfondir sans cesse ses propres connaissances de la réalité et des différentes analyses de celle-ci, et en rendre compte avec le maximum d'objectivité. Et élever constamment le débat.

Nous sommes bien loin du compte... comment accepter qu'un journal publie ces mots «je félicite Maryon McDonald pour l'objectivité de sa thèse...» alors que *personne* en Bretagne ne peut se vanter d'avoir lu la thèse en question.

Que penser d'un journal qui se prétend objectif et titre sur une question aussi complexe et entourée le plus souvent d'une totale subjectivité «(l'enseignement du français en Bretagne d'autrefois) *Libre choix* ou *colonisation*».

N'y a-t-il donc que ces deux interprétations extrêmes de la réalité? Prétendre conclure le débat avec des propos aussi peu satisfaisants relève de la malhonnêteté intellectuelle au plus, et à tout le moins d'une ignorance globale de l'histoire.

Mikael Madeg.

Le symbole de Maryon

A Diwan, et dans le mouvement culturel breton, on n'est pas content du tout. Après avoir largement ouvert les portes à Maryon McDonald, celle-ci, dans une thèse consacrée à la langue bretonne, a largement craché dans la soupe. Elle a confié à Ouest-France, qui y a consacré une demi-page, que l'abandon de la langue bretonne était le fait des paysans bretons eux-mêmes! Pire encore, que les enfants traitaient le fameux symbole de la honte comme un jeu formidable! Il fallait y penser! Pas un mot, bien sûr, sur la volonté du pouvoir central d'anéantir la langue bretonne au profit de la «langue pure» du XVI^e arrondissement.

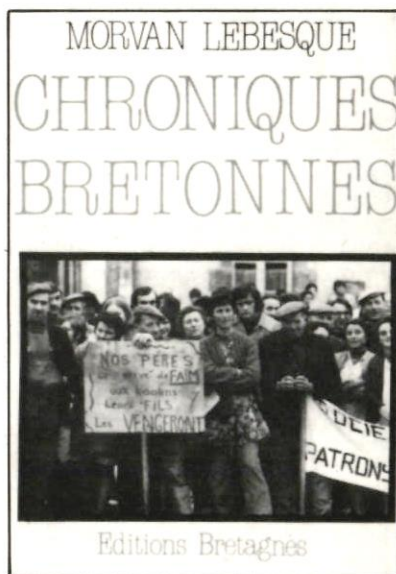
Mais, qui est donc Maryon MacDonald? Elle se fait passer pour une étudiante anglaise de l'université d'Oxford. Voilà pour la partie officielle. Pour le reste, on ne sait pas trop, sinon qu'elle a une admiration inconsidérée pour la Royal-Navy, et que sous son apparence moderniste, elle cache mal un conservatisme royaliste, à faire dresser les cheveux sur la tête! Alors, on s'interroge sur la mission réelle de Maryon McDonald en Bretagne. Peut-être qu'en échange du service rendu, Margaret Thatcher demandera à une «étudiante» parisienne de faire une thèse sur la langue galloise, qui pourrait conclure, à son tour, que les Gallois ont vachement envie de ne plus parler que l'anglais et d'abandonner leur langue propre? Nous on trouverait que ce serait un échange de bons procédés...

Paol Menez.

(A SUIVRE)

LES CHRONIQUES BRETONNES DE MORVAN LEBESQUE :

à lire d'urgence !



SUREMENT, Morvan Lebesque n'avait jamais oublié qu'il était breton. Mais, dans la mesure où l'on peut découvrir ce qu'on a toujours su, la découverte fut chez lui tardive. Il en fut ébloui. Au point de passer un temps fou à creuser la nature de cette appartenance, à s'en émerveiller, à en tirer la plénitude, à s'en laisser envahir.

Il fallait qu'il la dise, qu'il l'explique, qu'il la théorise. Il fallait qu'il convainque. Les premières esquisses furent pour «Ar Vro» avant le livre. «Comment peut-on être breton?» fut une révélation pour nombre de Bretons qui décidèrent, comme on se convertit parfois, de réintégrer leur identité.

De l'UDB, il retint l'alliance, inédite alors, des choix de gauche et de la lutte nationalitaire. Et quand R. Leprohon lui demanda des «libres-propos» pour «Le Peuple Breton» c'est avec enthousiasme que Morvan Lebesque répondit oui.

A relire ces quatorze chroniques denses, travaillées, lumineuses, on mesure ce que Morvan Lebesque a apporté à la lutte de libération de l'homme en Bretagne — de l'homme breton. Ce fut pas une signature de prestige, mais un exercice de laboratoire, théorique, et qui résiste parfaitement à l'écoulement du temps.

Le colonialisme, la gauche, les notables, l'apolitisme, la culture quand Morvan Lebesque s'en est emparé, ce fut pour leur donner, d'emblée, une dimension nouvelle. Aujourd'hui, la lecture des «Chroniques bretonnes» reste une urgence!

Jean Guéguénat.

Morvan Lebesque. «Chroniques bretonnes». Ed. Bretagne. Taulé «Le Peuple Breton» peut expédier le livre contre 40F + 6,30F de port; commande à: Peuple Breton, B.P. 304, 29273 Brest Cedex.

FR3 BRETAGNE-PAYS DE LOIRE ÉMET TROIS HEURES PAR JOUR...

GAREZ-VOUS, LA CULTURE ARRIVE !

Soyons objectifs : celui qui a écrit cet article n'a pas, chez lui, de poste de télévision, il était donc le mieux placé pour parler sérieusement et sans interférences d'aucune sorte, de la nouveauté de l'automne en matière de petit écran : la télévision régionale, dispose maintenant de trois heures quotidiennes d'émissions.

LE non-télespectateur en question ne prétend pas, en effet, juger ou soupeser la qualité d'images qu'il n'a pas vues. Mais il réagit à certains découpages, structures, intentions proclamées, déclarations lapidaires, petites phrases et grands projets qui valent largement, à les regarder de près, quelques heures de télévision en direct et en couleur...

Et soyons clairs aussi : la structure proposée, il ne faut pas la confondre avec les gens qui la meublent, ou qui l'animent. Il y a des journalistes, des producteurs, des animateurs et des techniciens qui vont faire des miracles avec ou outil dont le moins qu'on puisse dire, c'est qu'il cumule pas mal de tares ! On y va ?

Pas de sous

La parole est au président André Holleaux, P.D.G. de FR3 : *« J'aurais voulu donner à nos équipes régionales une grande liberté dans la programmation du nouveau temps d'antenne, c'est un fait ; mais l'autre fait c'est que, avec les moyens réduits que nous avons, nous ne pouvons pas donner dans le régional à 100% ».*

Antienne reprise en chœur par les nouveaux responsables rennais : *« C'est presque une gageure ». « Nous avons peu de moyens. Il nous faut donc des idées ».* Originales ? Si on commençait par inviter Jean Edern Hallier ? C'est fait depuis le 19 septembre...

Une idée par la suite : si on invitait un autre banni des antennes, par exemple Pierre J. Hélias ? Mais ça ferait peut-être trop breton, car, attention, l'audience de « notre » FR3 va loin, au-delà du Mans jusqu'aux portes d'une grande ville qui, jusqu'au cinq septembre, concentrerait toutes les lumières... C'est qu'on a, pour décentraliser FR3, inauguré un découpage encore inédit de l'espace français : il y a, pour vingt et une régions, douze stations régionales seulement ! Voici Plouguerneau associée à Fresnay-sur-Chédouet (Sarthe) : ça crée des liens !

Jean Pol Guguen vient de nommer, à partir du premier novembre, Youenn Gwernig responsable des émissions en langue bretonne. Un geste important, dans la mesure où, il n'y a pas tellement longtemps, Youenn Gwernig refusait d'acquiescer sa redevance... pour protester contre la faible place accordée par la télé au breton.

La place actuelle est à peine plus grande, et le grand Youenn risque de s'y trouver un peu à l'étroit... □

Et des contraintes qui sont celles pour reprendre le langage moderne en vogue avenue Janvier, d'une région multiculturelle dans une France plurielle. Par exemple celle de ne pas faire « trop » de breton, que ne peut comprendre, nous a dit Michel Le Bris, le directeur des programmes, *« un paysan de la Mayenne ».*

Outre le fait qu'un citoyen de la Mayenne ne doit pas tellement le com-

prendre non plus, on pourrait lui rétorquer que ces Mayennais peuvent toujours pousser le bouton d'une autre chaîne où ils sont sûrs de trouver du français à toute heure, ou au moins de l'américain, ce qui devrait rendre supportable leur oppression linguistique... Mais la dictature de l'indice d'écoute fait qu'on ne peut risquer quelques « pour-cent », même quand on est un service public soucieux, de réparation culturelle historique...

Provincialisme

C'est pourquoi, alors que FR3 Bretagne-Pays de Loire multiplie par cinq, environ, la durée de ses émissions, le temps dévolu à l'expression en breton reste pratiquement ce qu'il était avant, c'est-à-dire dérisoire. Et les moyens attribués aux émissions bretonnantes demeurent ridicules...

Décidément, la Bretagne n'a pas de chance avec le découpage audio-visuel : RBO avait commencé par la couper en deux, voici que FR3 la noie dans un habillage deux fois trop grand... Et quand elle s'en aperçoit, par exemple pour les journaux, c'est en trois qu'elle divise sa zone (le Mans, Nantes et Rennes) avec l'air de dire, que seule Rennes est censée être bretonne ! Elle a tellement peu de chance, la Bretagne avec les découpages dont on l'affuble qu'on finit par se demander s'il n'y aurait pas, là-dessous, autre chose que de la malchance !

Que reste-t-il pour tenter de cimenter cette hétérogénéité ? Pour trouver un semblant d'unité à cet ensemble ? L'opposer à Paris en lui conférant le statut dévalorisant de « province ». Le coup est

UN HOMME, UNE VILLE...

Longtemps, les régions ont été enfermées dans les stéréotypes, des images passées, folkloriques, « provinciales », et elles s'y sont enfermées, parfois, elles-mêmes.

C'est ce qu'on peut lire dans la profession de foi de la nouvelle station FR3 Bretagne Pays de Loire, qui présente pourtant en ces termes son feuilleton « Un homme, une ville » : *Maurice Jumié, vétérinaire dans une petite ville bretonne, trouve en rentrant chez lui une lettre de sa femme, lui annonçant qu'elle le quitte.*

Maurice Jumié est un homme d'une quarantaine d'années, qui mène une existence apparemment assez terne, consacrée à son métier et aux menues activités sportives de sa commune.

Sa femme, Marthe — très belle — s'en-

nuie dans cette province qui se meurt et aux côtés de cet homme passif qui ne semble plus avoir pour elle d'autre intérêt que l'habitude.

Leur fils, Michel, adolescent d'une quinzaine d'années, traverse la crise de tous les jeunes gens de sa génération.

Le départ de Marthe va provoquer un grand désarroi chez Maurice Jumié qui était, en fait, profondément attaché à sa femme. Quant à son fils, Michel, cela ne fera qu'accroître sa révolte contre « le père ».

Un ami de Jumié, garagiste dans la ville et maire de cette ville, profitant de sa mauvaise santé, va tenter de sauver Jumié de la mélancolie dans laquelle il sombre, en lui proposant le poste d'adjoint au maire, après qu'il ait été élu sur la liste municipale.

Comment Jumié, pris au jeu et se décou-

vrant une grande affection pour sa ville et ses habitants, va petit à petit redonner vie à cette ville ? Comment Marthe, revenue près de son mari, après une grosse déception, va malgré ses nouveaux moments désarroi, découvrir, elle aussi, comme toute la ville, la valeur de cet homme ?

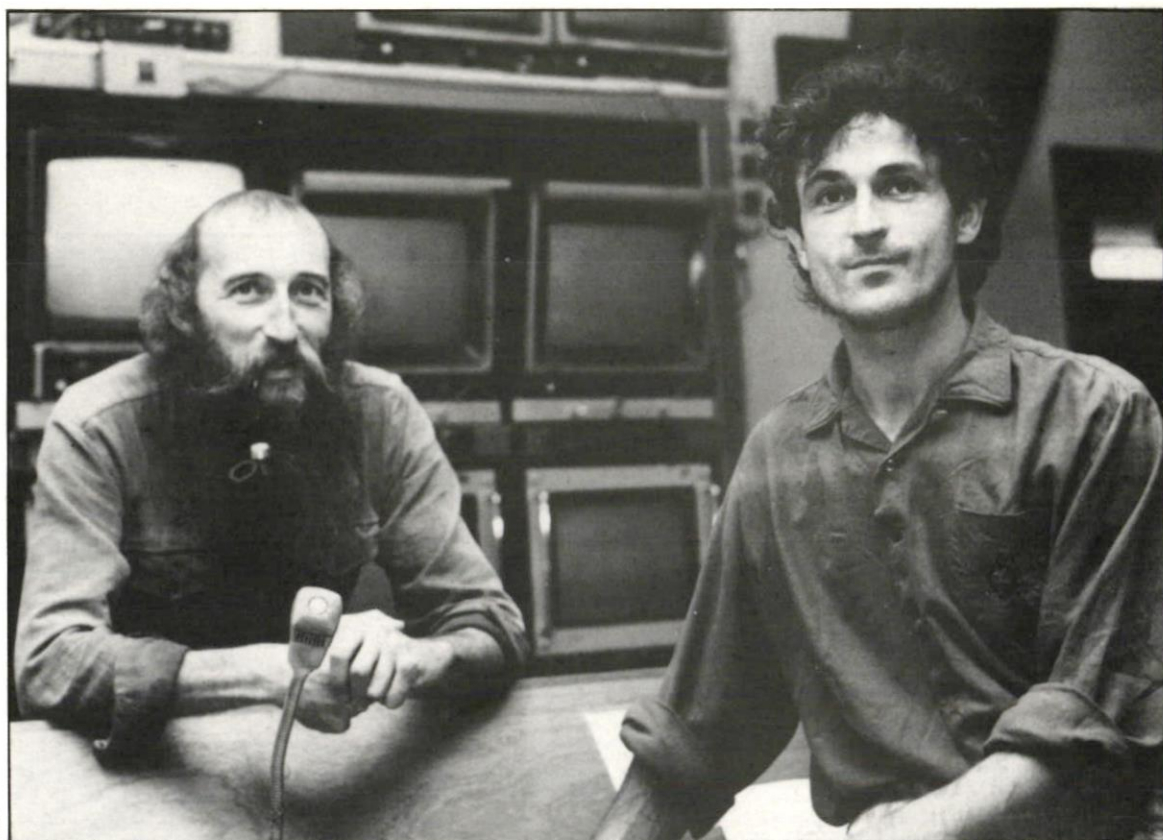
C'est toute l'histoire de « Un homme... Une ville » qui va nous promener au cœur d'une petite ville, nous faire connaître ses habitants avec leurs problèmes, mais aussi leurs générosités. Et tout comme Jumié, nous nous prenons d'affection pour ces jeunes gens de la campagne qui doivent apprendre à vivre d'une autre façon que celle qu'avaient toujours connue leurs parents et grands-parents. Et nous découvrirons avec les Parisiens, venus habiter cette petite ville, le charme de la vie en province.

*Ci-contre,
Patrick Ewen et
Gérard Delahaye :
pour les enfants.*

*En bas :
Jacques Paugam :
pour tout le monde*

*FR3 Rennes ne
part pas sans
atouts !*

FR3



classique et, bien que les dirigeants de FR3 Bretagne-Pays de Loire s'en défendent avec énergie, parfaitement réussi. Le cheval de Troie, c'est le feuilleton «Un homme, une ville». Un vieux canas-son de retour en réalité déjà diffusé en 1973 sur la première chaîne, et dont l'argument aurait arraché des larmes à Théodore Botrel (voir notre encadré).

S'il y a pas de feuilleton plus récent que cette aventure pompidolienne à être diffusé, nous a-t-on déclaré à Rennes, c'est que celui qui devait l'être n'était pas prêt. La pratique sera la suivante : en 1984, douze feuilletons «régionaux» seront diffusés. Chaque région fabri-quera le sien. Il sera diffusé sur la région de production en priorité. Ensuite, il tournera dans les autres régions grâce à un système d'échanges...

Nous voilà donc entièrement rassurés. D'autant que, sans doute pour sortir des stéréotypes et des pesanteurs idéologiques, FR3 Bretagne-Pays de Loire diffuse «Dynasty»... en même temps que les onze autres stations, d'ailleurs, ce qui tempère quelque peu les ardeurs décentralisatrices. mais, que voulez-vous, il faut bien pour conquérir son autonomie, vaincre Dallas sur son propre terrain. Et d'ailleurs, FR3 Rennes, n'a guère eu le choix !

Promesses

Donc, pour ce qui est de la grosse machinerie, pas grand'chose à espérer dans le moment. Les bonnes surprises, il faudra plutôt les chercher dans le marginal. Les émissions enfantines confiées aux compères Ewen et Delahaye, la présence de Jacques Paugam qui a déjà fait ses preuves à France-Culture, une tentative d'animation bilin-

FR3



gue... Dans l'information, aussi, où le progrès était déjà net.

FR3 Bretagne-Pays de Loire a, dit-elle, de l'ambition. Elle ne manque pas non plus d'aplomb, voire d'effronterie. A croire ses deux dirigeants principaux, Jean-Pol Guguen et Michel Le Bris, il n'y avait pas grand'chose, en Bretagne avant le cinq septembre ! Les promoteurs de «Dynasty» et d'«Un homme, une ville» n'auraient pas dû écrire la phrase suivante : «Si la vie culturelle

donne le visage d'une région, disons que notre région était jusqu'ici comme privée de visage !»

Polémique entre FR3 et Skol an Emsav à propos du coût de la minute d'émission en breton. FR3 cloue le bec à Skol an Emsav en citant des chiffres allant à l'inverse de ceux admis jusqu'ici : la minute en breton coûte deux fois plus cher qu'en français.

Mais l'explication est simple : c'est le sous-titrage en français de «Hekleo an Deiziu» qui pèse fort sur le prix de revient ! □

Voilà qui n'est pas gentil pour ceux qui, depuis des années, écrivent, jouent, tournent, peignent, sculptent dans ce pays. Voilà qui n'est pas gentil pour ceux qui y militent (mais depuis le temps qu'on leur laisse entendre qu'ils sont bien bêtes de le faire...).

Voilà qui ravira ceux qui, avant le cinq septembre, et avec encore moins de moyens, tentaient déjà de faire de la bonne télévision !...

Jean Guégénat.

LE MOIS PROCHAIN, «LE PEUPLE BRETON» PUBLIERA UNE INTERVIEW DE MICHEL LE BRIS.

A voir

Sur FR3, le samedi 8 octobre, de 16 h 15 à 17 h 30, une émission intitulée «Une et indivisible ?» et sous-titrée «les particularismes régionaux» à l'heure de la décentralisation regroupera, outre Robert Lafont, des membres de l'Union de Peuple Corse, de l'Union Démocratique Bretonne, de

Défense et Promotion des langues de France et des partisans de la francophonie.

Interviendront pour l'U.D.B., Jacques David, Patrick Gouez, Henri Gourmelen, Joël Guégan et Ronan Mérien.

« En venant passer le dimanche ici, vous avez une copie assez fidèle de ce qui se passe dans chaque bourg en ce moment », dit le président du club, qui ajoute : « C'est particulièrement vrai en Bretagne, qui est le fief du football par le nombre de joueurs, par leur passion et celle de leurs supporters ». Ça c'est envoyé. Comme le ballon dans les cages. Aujourd'hui, il franchira celles des adversaires dix fois. Tandis que l'E.S.Y. encaissera 18 buts. Au total, trois matches perdus, deux gagnés, un nul. Journée moyenne, de l'avis général...

UN JOUR
AVEC...

L'ÉTOILE St-YVES

LE FOOT
EN
BRETAGNE

3• UN DIMANCHE SUR LA TOUCHE

Un dimanche matin gris, bouché, gorgé de flotte où aucun espoir d'amélioration ne semble permis. Même si, en arrivant à Ploudaniel, bourg du Léon, la pluie vire au crachin, qui, à son tour disparaît pour laisser place au vent. Mais la question demeure : les six matches prévus aujourd'hui, vont-ils avoir lieu ?

Pour l'un d'entre eux, le doute est levé : 3 buts pour l'équipe D de l'Etoile St Yves contre 1 à l'équipe E de La Légion St Pierre de Brest, c'est le score que nous annonce vers 13h, Jean-Paul Guillerm (secrétaire de l'E.S.Y.) qui revient de participer à ce premier match joué jusqu'au bout malgré la claque météorologique. Allons, ce dimanche a toutes les chances d'être comme les autres.

La relève ? Pas de problème..?

Pas jeune, il est ce club. La déclaration à la sous-préfecture remonte à 1946. Un



cas d'ailleurs loin d'être isolé : beaucoup d'associations sportives sont nées dans les années qui ont suivi la très provisoire der-des-der.

Il faudra cependant attendre 1962 pour que le foot fasse vraiment galoper les jambes communales : 21 ans plus tard,

l'Etoile St Yves compte 230 adhérents joueurs (euses). 1975 voit la naissance d'une section cyclotourisme (45 adhérents cette année), 1979 marque l'arrivée du tennis (75 raquetteurs) et en 1983, 30 handballeurs s'intègrent au club. En tout, 380 membres pour une population

de 3100 habitants. La proportion est honnête, mais pas exceptionnelle.

« Pour le foot, on a une centaine d'enfants de moins de 10 ans », remarque François Morvan. Selon le trésorier de l'E.S.Y., ce bon chiffre est à mettre en relation avec la construction de lotissements sur la commune : « Des jeunes ménages s'y installent, qui travaillent soit à Brest, soit dans la région ou sur Ploudaniel. Mais dès que l'on s'éloigne de la « grande ville », qu'on se rapproche de la côte par exemple, la construction est nettement moins importante, et ça se répercute indirectement sur la vitalité des clubs. Certains vont être confrontés à ce problème de la relève, qu'on n'a pas à l'Etoile ».

Question infrastructures, sportives celles-ci, l'E.S.Y. dispose d'un stade municipal comprenant quatre terrains de foot (deux pour les seniors, deux pour les jeunes), dont un éclairable pour les entraînements et les nocturnes. En 1978, fin de la construction d'une tribune couverte de 300 places. Quant à la salle omnisports polyvalente, elle devait être terminée fin septembre.

La pilée

15 h 00. On boucle la première mi-temps de la troisième rencontre de la journée. Troisième match à l'extérieur également : sur le terrain de Plouneventer, dont l'équipe B (promotion 1^{ère} division) rencontre l'équipe C (2^e division) de Ploudaniel. Ça chauffe pas mal sur le terrain, bonjour les mollets. Mais pas assez au goût du président joueur. Dans les vestiaires Roger Torchen exhorte la troupe : « Bon, on s'est laissé endormir pendant les dix dernières minutes. Maintenant, on va repartir, et rien leur céder ».

Après une très courte pause, les cavalcades reprennent sous le crachin qui refait coucou, et sur le terrain détrempé. Parmi le maigre public, un jeune annonce à Jean-Paul Guillerme (notre guide d'un jour) le score du match juniors A, Bohars contre Ploudaniel, de ce matin : 9 à 3. La pilée.

On laisse la « C » entamer sa remontée (elle gagnera 3-1) pour rejoindre rapidement le terrain de Ploudaniel. Ou plutôt les terrains, puisque deux matches se déroulent en même temps. Celui des féminines qui jouent contre leurs collègues de Vannes, celui de la promo 1^{ère} division (la « B ») de Ploudaniel contre la 1^{ère} division (la « A ») de St Thonan.

Ce qui frappe d'emblée, c'est la différence entre les publics : celui de Ploudaniel/St Thonan est composé d'hommes de 20 à 50 ans. Par contre, celui des féminines est plus familial : enfants, ados (filles et gars), mères en bon nombre venues encourager leurs filles, quelques vieux.

Plus mordues

Le jeu se déroule davantage dans le camp de Ploudaniel que celui de ses adversaires. Celles-ci mènent la vie dure aux footballeuses de l'E.S.Y. dont les gabarits sont plus disparates, moins forts physiquement que les Vanne-

Dans les vestiaires, le Président exhorte sa troupe à pêter le feu en seconde mi-temps. Ça pètera...



taises. L'absence, pour cause de blessures, de la demi-centre et de la milieu de terrain (deux bons éléments, nous assure-t-on) explique aussi que Ploudaniel soit souvent sur la défensive cet après-midi, ce qui n'empêche pas les joueuses de faire montre d'une sacrée pêche : des deux côtés, ça y va, à tel point d'ailleurs qu'il est vain de chercher à savoir qui, des gars ou des filles, en veulent le plus sur le terrain...

C'est en 1977 que des filles ont demandé aux dirigeants de l'E.S.Y. à former une équipe. La saison 83 voit leur première année en Division d'Honneur (c'est l'équipe du club la plus haut placée dans la hiérarchie footballistique). En Bretagne, existe une soixantaine de formations féminines — dont Vannes visiteurs aujourd'hui, et bien sûr Quimper qui tient le haut du pavé.

Jean-Paul Guillerme, entraîneur de

l'équipe parle des débuts : « Au départ, on a bien eu des réflexions machos, du genre : le dimanche après-midi, les filles dans une salle de danse, mais pas sur un terrain de foot ! Pourtant, il y en a qui font bien les deux : jouer d'abord, danser ensuite », dit-il dans un sourire, le secrétaire de l'Etoile St Yves. « J'ai pu observer à l'entraînement de minimes filles, qu'elles sont en général plus mordues que les garçons. Il n'y a peut-être pas beaucoup d'équipes féminines, mais celles qui existent s'accrochent. D'un autre côté, rien n'est fait pour populariser le foot féminin. On a une équipe de France féminine : vous avez déjà vu un de ses matches à la T.V., vous ? Personne ne fait la tournée des clubs pour découvrir des talents — et il y en a. Dans la presse locale on trouvera les résultats des équipes hommes (sauf la « D »), mais jamais ceux des équipes femmes — et chez nous elles sont en D.H. ».

Jamais dérangés

Sur le terrain voisin (le grand, celui qui a la tribune...) St Thonan aurait comme tendance à assurer : 1-0 ça va pour eux. Un score qui n'a pas l'heur de plaire à François Stéphan, aux portes de la cinquantaine, qui apostrophe à pleine voix un visiteur aux prises avec le ballon : « Eh ! Va digérer ton faisan, donc ! ». Ce qui, de la part d'un ancien président du club (et actuellement vice-président) manque singulièrement de tenue... mais qui s'explique fort bien : tant que dure le match, on ne se fait pas de cadeau, même verbaux, tant sur le terrain que dans le public. L'esprit de clocher, même pratiqué avec humour, comme c'est le cas ici, est toujours de mise et ce quel que soit le niveau de la compétition. C'est bien pour ça, me dira-t-on, qu'une équipe de foot réunissant deux communes (chacune n'ayant pas d'effectif suffisant) a toujours du mal à fonctionner, administrativement et... sentimentalement.

De l'autre côté du terrain, à deux pas des tribunes, et indissolublement liée au paysage : la buvette. Comme dans des milliers d'autres communes, elle fonc-

tionne cet après-midi-là. Aux commandes du bar, François Morvan : « Quand ils ont voulu interdire les buvettes pendant les matches, il y a quelques années, les clubs ont pas été d'accord. Pour une raison simple : pas de buvettes, moins de public, donc baisse des recettes ».

Et le trésorier de l'E.S.Y. d'expliquer qu'il y a d'autres équipes à se retrouver là chaque dimanche : ils ont la cinquantaine, ce sont des cultivateurs, des ouvriers, qui viennent boire leur coup et prendre des nouvelles d'une équipe qu'ils suivent depuis longtemps : « Mais vous savez, ils quittent jamais le terrain dérangés. Un litre entre 7 ou 8 au début, un autre litre à la mi-temps, un dernier à la fin du match, ça va encore. Pour ce qui est des joueurs, 90 % boivent du perrier ou du jus de fruit. Ils ont une consommation gratuite après le match : c'est leur seul salaire ! Pour les supporters, on peut inverser la proportion : c'est vrai qu'ils sont pas nombreux à marcher au jus de fruit ».



La joie : l'équipe A de l'E.S.Y. vient d'égaliser. Le drame : un joueur de Pencran se tient la tête : c'est un de ses collègues qui a marqué contre son camp.

Le Kerno, ça aide

A propos de salaire, Roger Torchen tiendra à apporter un démenti : « *Le bruit circule qu'on a du fric, et qu'on achète des joueurs à l'extérieur. Ce qui est entièrement faux. Seul l'entraîneur est indemnisé de ses frais de route.* »

Une rumeur qui s'alimente au spectacle de l'évidente bonne santé financière de l'Etoile St Yves. Une subvention municipale de 6000 F, un budget de 90 000 F (dont 11 000 F en frais de fonctionnement) dont les recettes et les dépenses s'équilibrent chaque année avec une constance remarquable, font que le club voit l'avenir sinon en rose, du moins bien dégagé.

Parmi les raisons de ce bulletin de santé positif, l'organisation du « Kerno » qui, depuis quatre ans, fait une moyenne de 2 600 entrées payantes à chaque spectacle. Un samedi de chaque début de juillet voit se produire des vedettes comme Mama Béa (en 80), Graeme Allwright et Bernard Benoît, Lucid Beausonge et Font & Val, et Renaud les années suivantes. Là encore, c'est peu après la guerre que des jeux inter-quartiers ont été organisés sur ce lieu-dit. En 1973, l'Etoile St Yves a mis la main à la pâte. Il y a huit ans, le club invitait Gwernig, Servat, Tri Yann. Observation fut ensuite faite qu'il existait deux publics : l'un familial pour la kermesse du lendemain dimanche ; l'autre, jeune, pour les chanteurs. Décision fut alors prise de séparer les deux « Kerno » qui se déroulent désormais à un mois d'intervalle.

Revenons au fric, mais avec le bémol de Daniel Martin, responsable de l'animation à l'E.S.Y. et organisateur du Kerno : « *Pour moi, la motivation première, est d'y réaliser le maximum de bénéfices, afin de proposer un meilleur plateau, dans de meilleures conditions l'année suivante. Le Kerno, c'est aussi un moment fort de l'animation communale, ne serait-ce que grâce aux 150 personnes qui sont mobilisées pour l'organiser. C'est aussi pour le club un moyen*

de pratiquer une politique sociale auprès de ses adhérents : les jeunes de moins de 12 ans paient 20 F la cotisation de leur licence. Quant on sait que certains clubs la font payer jusqu'à 160 F, on mesure la différence. »

Jean-Paul Guillerme ajoute : « *Beaucoup de parents se demandent encore ce qu'on fait de « tout ce fric ». Il permet justement de pratiquer de basses cotisations. Et puis, il ne faut pas oublier, par exemple, que le club doit verser 7 à*



François Morvan : « Il y a d'autres équipes à se retrouver là chaque dimanche... »

8000 F par an à la Ligue de Football de l'ouest pour pouvoir délivrer des licences, et pour s'engager dans les championnats et en coupes».

Faut en vouloir

Dimanche comme les autres, mais journée « tranquille » : on est en début de saison (elle commence début septembre pour se terminer fin avril) et toutes les équipes de l'E.S.Y. n'ont pas démarré leurs compétitions respectives. Toutes, ça veut dire dix-neuf en tout, donc dix-neuf matches potentiels, ce qui arrivera cette saison et qui nécessiterait (pour peu qu'on veuille assister à chacun) la visite en un jour d'une dizaine de communes, pas moins.

Pour l'heure, nous bouclons cette série de six matches, en nous rendant sur le stade de Pencran, en haut de Landerneau. Là, un public nettement plus consistant. Dame, ce sont deux équipes de 1^{ère} division qui se rencontrent : elles attirent davantage de spectateurs.

Jeu égal, manifestement. La fin de la seconde mi-temps approche. Ploudaniel est mené 1 à 0, mais finit à l'arraché si l'on en croit ses fréquentes incursions dans la surface de réparation adverse. Rasant la ligne de touche, l'ailier gauche de l'E.S.Y. effectue un centrage très précis devant les cages. C'est un joueur de Pencran qui reprendra de la tête, et

PHOTOS : LOUIS BLONCE

dégagera... contre son camp. Égalité, ce sera le score final.

Les joueurs se dirigent vers le vestiaire. Parmi eux, Pierrot Le Bihan, entraîneur de l'E.S.Y., âgé de 39 ans, qui a joué au Stade Brestois pendant huit années : « C'est un exemple pour les jeunes », me dit Roger Torchen. « Il ne boit pas, il ne fume pas, on le suit sans problème. Et comme il se sent bien chez nous, on espère qu'il restera longtemps ».

Une question : « Ce qui compte pour vous, c'est la compétition, le résultat ? Que pensez-vous des mouvements comme celui du Football Progrès ? » — « Je pense qu'il faut un minimum d'esprit de compétition, et qu'il y ait de la discipline. Il faut en vouloir, et à l'Etoile, c'est le cas, vous avez pu le voir aujourd'hui. Personnellement, je ne suis pas d'accord avec un jeu où chacun fait ce qu'il veut, un peu dans le désordre » (1).

3^e mi-temps

L'objectif de l'E.S.Y. cette année ? « Monter en Promotion d'honneur. C'est un niveau qu'on n'a pas encore atteint. Ça s'explique : les équipes adverses sont toujours très proches en valeur, les unes des autres. Si bien qu'aucun match n'est joué d'avance. Cependant on a l'effectif nécessaire pour arriver à monter, et puis les équipes A, B et C ont un bon esprit de compétition, et jouent sérieusement ».

Troisième mi-temps. Elle a lieu dans un café de Ploudaniel. Complétons nos résultats : l'équipe de St Tonan a gagné par 2 à 0.

« Et vous, combien vous avez fait contre Vannes ? »

— Nous rien, me répond une joueuse attablée. Mais elles ont marqué quatre

buts.

— Et les autres matches que vous avez joués contre elles, les scores, c'était combien ?

— La première fois, 9 à 1 ; la deuxième 5 à 0. Deux défaites.

— Si je comprends bien, aujourd'hui c'est votre meilleur résultat, non ? Alors, c'est Vannes qui baisse, ou bien c'est vous qui êtes en progrès ?

— (grand sourire). C'est nous qui progressons, bien sûr.

Pierre Gallais

(1) Sur le foot, on pourra lire les P.B. de juin 79 (dossier) ; avril 83 (« Changer le foot ? : les vues du « Contre-Pied ») ; août 83 (« Le club et la ville ») ; septembre 83 (« Le club et ses joueurs »).



L'envol de la capitaine des féminines de l'E.S.Y. Le claquage de Véronique Postec (qui fait la « une » du P.B.) ne la gênera pas trop pour tenir son poste de libero - celui qu'elle occupe habituellement étant milieu de terrain.

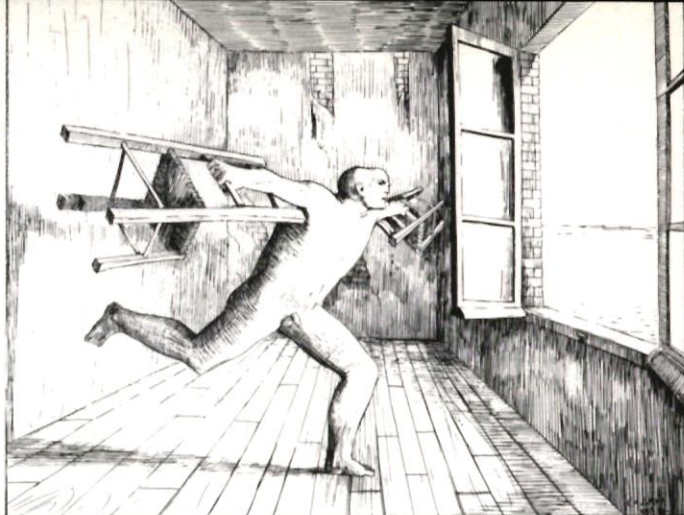


Pierrot Le Bihan, entraîneur.

F.S.G.T.

Le sport dans la vie

Dessin de Cardon



C'est l'an prochain que la Fédération Sportive et Gymnique du Travail célébrera son 50^e anniversaire. Sa création date en effet de Noël 1934, peu de temps avant le Front Populaire. « Nous fêterons sa naissance officielle, mais en réalité, on peut dater son apparition au début du siècle, quand les ouvriers ont commencé à organiser leurs loisirs, à rechercher l'amélioration de leurs conditions de vie », rappelle Jean Kermarrec, (Secrétaire général du Comité Régional de Bretagne), qui précise ainsi les « profondes racines historiques » que possède la FSGT, « fédération ancrée dans le monde du travail, fédération revendicative et à la pointe de l'action du changement dans le domaine du sport ».

Participation de tous

Fédération également dénommée « affinitaire » : c'est son nom officiel. Elle partage cette classification avec l'UFOLEP (dépendant de la Fédération des Œuvres Laïques) et de la FSCF (Fédération Sportive et Culturelle — ex-« Catholique » — de France). En face, les « délégations dirigeantes » (exemple : la Fédération Française de Football) mises en place par le gouvernement pour organiser le sport en France — compétitions comprises. Une dépendance dont la suppression est au chapitre des revendications de la FSGT : ce qui devrait être fait en avril 84, au moment du vote de la nouvelle loi Avicé.

Il ne sera alors plus nécessaire de solliciter l'accord desdites délégations pour organiser des tournois, cependant, au niveau le plus élevé dans la compétition, la FSGT devra toujours parler de « Coupe Delaune » (du nom de l'ancien président de la fédération, résistant fusillé par les nazis) et non de « Coupe de France » — label réservé aux délégations.

Bien qu'atteindre « le plus haut

niveau » ne semble pas être la panacée pour les membres de cette fédération qui ne dissocie par le sport de la vie familiale et du milieu du travail : « On offre des niveaux de pratique sportive différents » dit Jean Kermarrec. « L'aspect autogestionnaire de notre démarche tient au fait qu'on cherche la participation de tous : les règlements, ce sont les adhérents qui les font en les adaptant à leurs disponibilités. Ce qui explique que nous ayons une organisation d'abord locale : les déplacements en compétition existent pour ceux qui le veulent. D'autres préféreront disputer un match sur place, un samedi soir par exemple. D'autres encore se contenteront des séances d'entraînement ».

Alors, « Sport à la carte » ? Pas exactement. La formule est un peu froide, et ne correspond pas à la dimension humaine que la fédération met, d'abord, en avant. A cet égard, les pratiques sportives proposées aux enfants sont significatives : à Saint-Brieuc et Brest existe un club de « Bébés Tritons » : à 6 mois les bambins sont dans la flotte en compagnie de leurs parents qui sont manifestement moins à l'aise qu'eux...

Au chapitre du choix d'un sport, la fédération préfère que les gosses découvrent les disciplines dans un premier temps. La spécialisation précoce est ainsi évitée, tout comme son corollaire, la sélection. A 12 ou 13 ans, l'enfant choisit en toute connaissance, les sports pratiqués pour tous âges : football (le plus prisé), tennis, activité cycliste (cyclisme et cyclotourisme), volley, tennis de table, natation, voile, gymnastique d'entretien féminine.

Quelques chiffres : la FSGT compte actuellement 350 000 adhérents, la quasi-totalité des départements de l'hexagone étant représentée. Le Comité régional de

Bretagne comprend 12 000 adhérents pour quatre comités départementaux : Finistère Nord et Sud, Côtes-du-Nord et Morbihan. Le comité de Loire-Atlantique n'est pas rattaché à un comité régional.

Paix sociale

Quant à l'Ille-et-Vilaine, aucun comité FSGT n'a encore pu y voir le jour. « Le sport à l'entreprise est très développé dans ce département, mais il est dirigé par d'autres que les ouvriers », explique J. Kermarrec. « En clair, le patronat se sert abondamment de cette idée-force qu'est la « neutralité du sport » pour obtenir la paix sociale dans les entreprises. L'exemple le plus typique est évidemment Citroën. J'ai rencontré des syndicalistes de là-bas. Leur position est qu'ils ont suffisamment de conflits comme ça, pour ne pas en ajouter un autre en passant outre aux consignes patronales sur le sport dans l'entreprise. Il n'empêche qu'il n'est tout de même pas normal que le mouvement sportif ouvrier ne soit pas dirigé par des ouvriers » continue le Secrétaire général, « tout comme est-ce qu'il est normal que des situations de ce genre existent toujours : vous prenez une entreprise de cent cinquante ouvriers, cent trente femmes, vingt hommes. Ceux-ci formeront une équipe de foot, mais les femmes ne feront pas de sport. A la FSGT, c'est aussi notre travail de les rencontrer et de poser la question... ». P.G.

(*) F.S.G.T./ C Comité Régional de Bretagne (et Comité 29 N), 232, rue Jean Jaurès, 29200 Brest. Tél. 98/02.37.59. Comité 29 S : Yves André, Centre J. Guehenno, 29130 Quimper. Comité 56 : Marcel Gaillard, Cité Allende, 56100 Lorient. Comité 22 : Nicole Lorleach, Maison des sports, rue Henri Avril, 22000 Saint-Brieuc. Comité 44 : Daniel Monnier, 2, rue de Montargis, 44800 Saint-Herblain.

LOUEZ ICI, LAISSEZ AILLEURS



location de véhicules

15, rue du Moulin-à-Poudre
BREST Tél. (98) 46-15-68
50, avenue de la Libération
QUIMPER Tél. (98) 90-45-69

LES CAVES DE MON PÈRE



Distribution de vin en vrac
ZAC de Brest-Kergaradec
Tél. : (98)02.34.17

pb.service

Parution assurée des annonces de fêtes, spectacles, stages et offres d'emploi, si elles parviennent au journal avant le 15 du mois précédant la parution.

Festou-nos:

— Fest-nos de la Toussaint, le lundi 31, salle des fêtes de Paimpol, animé par: les frères Morvan, Marchand et Guillou, Guilanton-Guenegou, Jaguin O Chaplain, le groupe Kalon Breizh (Org. U.D.B.).

— Le 15, salle de la Frébaudière, fest-nos avec Contr'Cens (org. Cercle celtique d'Orvault).

— Le samedi 22, fest-nos animé par Hopen, Jean-Louis et Valentine (Kanerien an Huelgoat), Patrice Corbel et Patrick L'Her, en la salle «Ar mor glas» de Kerlouan (org.F.J. Kerlouan/F.C. Brignogan).

Ballets Dihun:

Le 7, à Vannes, au Palais des Arts, les ballets Dihun donneront un spectacle (org. Digloran ha Diwan).

Au C.A.C.:

Le mois au Centre d'Action Culturelle de Saint-Brieuc: le 2 à 17 h, récital Yvan Dautin; le 7, Marionnettes de Nantes, «Hansel et Gretel»; le 11, théâtre, «Rayon femmes fortes», par Coullisse et Piston, Cie Alain Marcel; le 14, concert rock, Sapho (à Robien); le 21, Musique, Quatuor cosmique de Gilles Petit; le 23 à 17 h, ballet national de Colombie; le 26, Mime, «Opéra» par le mime Bizot — Les expositions: Artisanat hindou jusqu'au 25, Dessins et pastels d'Alain Guezennec jusqu'au 20, photos de Jean Charbonneau «L'Asie insolite» jusqu'au 30 — Cinéma: du 12 au 18, semaine sur l'Inde; le 28, Nuit du rock — Et encore... du 5 au 12: semaine sur l'ordinateur (forum); le 11, réunion publique pour l'organisation du mois «sport et culture» en avril 84; du 21 au 23, première rencontre autour des pratiques audiovisuelles régionales.

Concerts à Brest:

Anna Prucnal, le 15 et Astor Piazzolla le 28 (lieu à préciser).

Stages:

— Un projet: la création d'un centre régional pour le jazz et les musiques improvisées (ateliers tous instruments, atelier sax; dans toute la Bretagne, des week-end dans toutes les villes, des stages voix/jazz, des spectacles audiovisuels «Jazz Marathon») — Rens.: à la M.J.C. Rennes/Bréguigny. Tél. 99/50.57.66.

— Le Théâtre de Folle Pensée et le C.A.C. de Saint-Brieuc proposent à tous les professionnels et à tous les amateurs qui souhaitent se confronter à l'art théâtral, un espace de formation précis: sous la direction d'un metteur en scène professionnel assisté d'un comédien, chaque groupe de stagiaires (10 environ) sera invité à découvrir et à jouer une pièce de théâtre. Périodicité: un samedi après-midi (15 h à 18 h) et soirée (20 h à 23 h) par mois, de octobre 83 à mai 84 (rens. et inscr.: au CAC, tél. 96/33.77.50 ou à Folle Pensée, tél. 96/94.42.66).

— Du 19 au 21, stage d'initiation à la prise de vue en vidéo 3/4 de pouce couleur; du 11 au 13 novembre, et les 26-27 novembre, stage d'initiation au montage audio-visuel; du 5 au 9 décembre, stage d'initiation à la photographie; du 12 au 16 décembre, stage d'initiation à la prise de vue et montage en vidéo 3/4 de pouce couleur (rens. et inscr. Atelier de Création Audio-visuelle, bourg de Saint-Cadou, 29237 Sizun, Tél. 98/68.82.39).

— Les centres culturels bretons du Trégor organisent un stage de sonneurs par couple (binioù-ko, bombarde), un stage de Kan ha Diskan, et un stage d'accordéon diatonique les 5 et 6 novembre, au centre familial de vacances de Kerallic à Plestin les Grèves. Date limite d'inscription le 22 octobre. Rens.: Didier Becam, 87 bis impasse de Rohellou, 22700 Perros-Guirec. Tél. 96/91.06.84 ou Jeannine Biannic, au 96/35.62.75.

Dynamisme et organisation populaire:

Le Centre de Rencontres et d'Échanges pour le Développement organise le 19 novembre une journée régionale à Rennes ayant pour thème: «Dynamisme et organisation populaire pour un meilleur développement». L'objectif de cette journée est de permettre rencontres et échanges entre différents groupes (Tiers-Monde, associations, syndicats...) afin de réflé-

chir sur leurs pratiques; ceci à partir d'expériences qui seront présentées par des responsables d'associations de France et d'organisations populaires dans le Tiers-Monde. Programme, conditions de participation, inscr. au: CRED, 5, rue François Bizette, 35000 Rennes. Tél. 99/30.60.89.

Strollad ar Vro Bagan:

La troupe jouera «Kernevez City» le 22 à 21 h en la salle Michel Colombe de Saint-Pol-de-Léon. Qu'on se le dise.

M.J.C. Douarnenez:

Le 7 à 20 h 30 au cinéma Le Club, «Coulisse et piston», Compagnie Alain Marcel présente «Rayon femmes fortes». Deux heures de sons et d'images à mi-chemin entre théâtre et music-hall. Rires et grincements de dents garantis.

Histoire bretonne:

L'assemblée générale de l'association historique Dalc'homp Sonj aura lieu les 15 et 16 à Lorient. Pour tout renseignements: 3, place Paul Bert, 56100 Lorient. Tél. 97/64.11.38.

Cercle Celtique d'Orvault:

Il organise à la Salle de la Frébaudière, un spectacle de l'ensemble chorégraphique et musical du cercle le 5 novembre. Cette année au CCO: stage (pour tout âge) de danses traditionnelles de base, d'apprentissage d'instruments bretons (harpe celtique, bombarde...). Rens. au 40/76.46.89 ou 63.77.97.

M.J.C. Grand Cordel:

Les Ateliers de la rentrée 83 à la M.J.C. rennaise: activités enfants le mercredi; ateliers arts plastiques (céramique, peinture, textile, B.D., etc...); ateliers expression corporelle et sportifs (danses, judo, yoga, gymnastique volontaire); ateliers musique (tous instruments). Rens. et inscr.: rue Mirabeau, 35000 Rennes. Tél. 99/36.42.67.

Information jeunesse:

Le Centre Information Jeunesse Bretagne répond gratuitement à toutes les questions pratiques qui se posent quotidiennement aux jeunes: Étranger, Loisirs sportifs et culturels, Culture régionale, Vacances, Vie pratique, Formation continue, Emploi et débouchés, Métiers, Enseignement. Adresse: CIBJ, 6, cours des Alliés, 35043 Rennes Cedex. Tél. 99/78.29.55.

Gouren:

— Du 2 au 9, tournoi de lutte bretonne à Penfeld/Brest.

— Skol Gouren Gwened a été récemment créée. Pour tous renseignements sur les activités de cette école de lutte bretonne: Café de la Mairie à Vannes.

PETITES ANNONCES

HISTOIRE DE LA CORNEMUSE,

son évolution et celle de la musique celtique, sont les thèmes d'une suite d'émissions que je prépare pour Radio-Armorique. Toute personne pouvant mettre à ma disposition des documents ou des renseignements sur ce vaste sujet peuvent écrire à: Gwenole Riou, 1 rue de Flandre, Villejean, 35100 Rennes ou Tél. au 99/54.40.60.

EMPLOI EN LIBRAIRIE — J.H. 30

ans, marié, expérience en librairie d'exportation à Paris, connaissance de l'édition, culture générale, recherche emploi en librairie ou édition en Bretagne. Écrire à M. Briant, 43 rue Gazan, 75014 Paris.

Les offres et demandes d'emploi sont gratuites. Les annonces à caractère commercial (vente, achat, immobilier) sont payantes. Tarif unique: 20 F la ligne ou le mm/colonne avec cadre: 10 F.



VENTE AUX PARTICULIERS

Toutes fournitures pour installations
**SANITAIRES - PLOMBERIE
CHAUFFAGE CENTRAL
EXPOSITION DE SALLE DE BAINS**
de toutes les couleurs à choisir
dans la collection **SELLES**

**SANITAIRES - PLOMBERIE
CHAUFFAGE CENTRAL**

J. Guillou
SANITAIRE-CHAUFFAGE
7, rue Kléber BREST. Tél. 02.10.54



Crêperie

- Ses spécialités

- Krampouz ha jistr mad

15, rue Duguesclin LANNION

L'ARTISAN DU DÉMÉNAGEMENT

DENIS PHILIPPE



FER - MER - ROUTE

Camions capotés Matériels spécialisés

**25, rue Evariste-Galois
29200 BREST - Tél. (98) 03.11.52**



55, rue Yves-Collet
Brest
Tél. : 44.52.89

GARAGE
LE VELLY Jean-Luc

Agence CITROËN

**14, rue Pierre-Sémar
29200 BREST Tél. (98) 02.07.23**

L'IMAGE AU POUVOIR



Le Peuple Breton

L'Hilare Carhaisienne dans ses Z'œuvres

A cheval sur août et septembre, la 6^e semaine consacrée au cinéma des minorités nationales à Douarnenez s'articulait autour de trois thèmes: les Tsiganes, les Bretons, les Celtes. Plus précisément, une sélection des films sur les peuples tsiganes était présentée (lire notre dossier dans ce numéro), une douzaine de réalisateurs de Bretagne proposait ses courts ou longs métrages, une dizaine de films (d'Ecosse, du Pays de Galles, d'Irlande...) traitant les thèmes les plus divers était projetée (1).

Le principal et l'essentiel

Contrastant avec les éditions précédentes, la production bretonne a été cette année remarquée. Au moins en quantité, laquelle permettait à un jury de décerner pour la première fois des prix. C'est Olivier Bourbeillon qui verra sa «Fiancée» sur-couronnée. (On reparlera de Marie Héla, l'interprète de ladite promise). Un court-métrage esthétiquement et techniquement réussi, qui ne pouvait que satisfaire les sens de tout spectateur normalement constitué. Et c'est bien le principal, même si ce n'est pas l'essentiel, qui, lui était plutôt du

Dans les semaines qui viennent, suite itinérante du Festival: une dizaine de salles de cinéma en Bretagne accueilliront «Zone limite», «Monsieur Tendre» et «La Fiancée», ainsi que leurs réalisateurs respectifs. A l'heure où nous imprimons, dates et lieux ne sont pas encore connus. Mais cette séance complète (un long métrage, deux courts métrages) vous sera annoncée par voie d'affiche.

Quant au «Missionnaire», les Lorientais pourront suivre sa version définitive au Foyer des Jeunes Travailleurs, 83, rue Amiral Courbet les 27 et 28 octobre. En novembre, le film de Kergrist sera projeté les 7, 14, 15 et 17 au cinéma Cinedix de Carhaix. Les séances sont à 20h30.

côté de Jean Kergrist.

Certes, le clown breton qui tâtait pour la première fois de la pellicule longue distance n'a ramassé aucun laurier. Son «Missionnaire» est trop long, et la vision de ses pérégrinations s'accommode mal d'un montage au rythme inégal (d'une heure quarante, le film va heureusement être réduit à une heure vingt). Autant de raisons qui, ajoutées à l'impression

d'assister parfois à du théâtre filmé, expliquent l'accueil peu favorable qu'une partie du public de Douarnenez a réservé au «premier film comique breton».

Mais il y a autre chose. Avec «Zone limite» (qui traite de l'alcoolisme), c'est le seul film de la sélection du festival qui fonce en plein dans le lard d'un sujet toujours bien ancré dans les mentalités de nos contrées: en l'occurrence, il s'agit de la religion. Et Kergrist règle de sacrés comptes avec elle. Avec sa gueule grise masquant pathétiquement tous les refoulements de la terre, qui contraste avec son exubérance de pantin ridicule, le missionnaire boucle la longue série de ses échecs. Les moindres d'entre eux n'étant pas ses rencontres loupées avec Dahut: «J'ai toujours pensé que Dieu devait être une femme» jubile-t-il avant d'embrasser le néant. Faut oser, non?

On les verra

Un mot sur l'Atelier Régional Cinématographique qui faisait cette année une entrée en force: près de la moitié de la sélection bretonne était produite (ou co-produite) par ses soins. Pour Nicole Le Garrec: «On a déjà un motif de satisfaction, puisque des films comme

«Monsieur Tendre» et «La Fiancée» sont déjà très demandés. On aura même du mal à fournir toutes les copies nécessaires. Les films ne resteront donc pas dans les tiroirs, ils seront vus - à la T.V. et dans les salles de cinéma - ce qui est l'essentiel».

«D'un autre côté, on ne va pas se jeter des fleurs» poursuit l'animatrice de l'A.R.C. «Pour nous, il s'agit maintenant d'aller plus loin, d'être plus exigeants au niveau des scénarii (une cinquantaine nous est déjà proposée) comme du point de vue de la technique. A ce sujet, des stages de formation devront être mis en place».

Quant à son second long métrage (après «Plogoff, les pierres contre les fusils») la cinéaste annonce son tournage pour 1984: «Il aura lieu en Centre-Bretagne. Ce film traitera de deux aspects très particuliers à la Bretagne: un passé très riche, toujours vivant, et une société tournée vers l'avenir, qui joue le modernisme. J'insisterai sur leur cohabitation qui demeure possible. Tout ça sera sous-jacent dans ce film d'une heure quarante qui possèdera une intrigue normale, un scénario de fiction».

P. G.

(1) Lire le «Jour avec...» l'équipe du festival, article paru dans le P.B. d'août 83.



Christian Lejalé («Monsieur Tendre»), Félix Le Garrec (directeur de l'A.R.C.), et Jean Kergrist («Le Missionnaire»).

Le Peuple Breton

AN DIV STAL NEMETO ER VRO !
E KEMPER **E MONTROULEZ**



AR BED KELTIEK - Pell : 95.42.82
 2, straed ar Roue Grallon
 2, rue du Roi Grallon

EVIT HO LEVRIOÙ - PLADENNOÙ -



KORNOG - Pell : 63.25.40
 12, straed ar Vur
 12, rue du Mur

- PEZHIOÙ ARZ KELTIEK



HALL De La Moto
 J. Cochard
 Concessionnaire **HONDA**
 76, rue St-Marc
 29200 BREST
 Tél. (98) 46.51.24

LIBERTY
BAR - SNACK

Consommations de 1^{er} choix
 Musique tous les soirs
 Tél. (98) 40.90.92
 3, rue Jacques-Cartier
 35400 SAINT-MALO

OVATION
 LOWDEN
 ARIA
 GOMEZ
 TAKAMINE
 SEILER
 SAUTER
 ZIMMERMANN
 MAEARI
 SELMER
 BUFFET
 COURTOIS
 COUESNON
 YAMAHA



VOUS AIMEZ LA MUSIQUE ?
VENEZ NOUS VOIR

ART & MUSIQUE

2 rue Ducouëdic BREST

tel. 80 - 47 - 41

BAR - CRÊPERIE
"CHEZ TOM"

Guinness et Gueuze à la pression
 18, rue Notre-Dame - 29260 LESNEVEN
 Tél. 83.15.14
Dégustation à l'étage - Crêpes à emporter

LADA. CÔTÉ BEAUTÉ.



LADA.
CÔTÉ PRIX.

31 700 F

Prix clés en main
 au 19/09/83 modèle 84
 (hors frais d'immatriculation)



Lada côté beauté, c'est l'élégance classique d'une automobile faite pour plaire longtemps. Lada côté confort, c'est de la place pour cinq personnes bien à leur aise, des sièges soigneusement étudiés, un tableau de bord très complet, un coffre spacieux. Lada côté prix, c'est la beauté et le confort automobile accessibles à tous.

LADA 2105

Garantie assistance Lada,
 avec Mondial Assistance.



GARAGE BODIER
 STATION B.P.

159, route de Gouesnou
 BREST - Tél. 02.64.44

ABONNEZ-VOUS

LE PEUPLE BRETON
 B.P. 304
 29273 BREST CEDEX

NOM

PRÉNOM

ADRESSE

- Souscrit un abonnement ☐
 un réabonnement ☐
 — ordinaire : 80 F (1)
 — de soutien à partir de : 100 F (1)
 — étranger : 95 F (1)
 — étranger par avion 115 F (1)
 à partir du N° inclus
 - Ci-joint le règlement par
 — chèque postal (1)
 — chèque bancaire (1)
 — mandat-lettre (1)
- C.C.P. RENNES 2365-76**

15-16 octobre 83 · Brest · fête du PEUPLE BRETON



ANIMALS
World Tour
83



ERIC BURDON 63



ERIC BURDON '73



ERIC BURDON 83